

***l'Anti*capitaliste**

n°574 | 24 juin 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**DROITS DES TRANS MÉPRISÉS,
PMA AU RABAIS, LGBTI EXPULSÉ·E·S**



Dossier

PRIDE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Des grenades contre des enceintes, une main perdue pour de la danse! Page 2

PREMIER PLAN

Une gifle contre le système, une alternative anticapitaliste à construire Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Nicaragua. Ortega emprisonne ses opposantEs avant les élections nationales Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Julien Berthélémy (UD CGT 66) sur la mobilisation contre le congrès du RN Page 12



Par KEVIN LT

Des grenades contre des enceintes, une main perdue pour de la danse!

A lors que plusieurs centaines de jeunes s'étaient réunis à Redon vendredi 18 juin pour participer à une rave party, la fête a rapidement viré au cauchemar et à la répression violente! Pendant toute la nuit, près de sept heures durant, les «forces de l'ordre» ont harcelé les organisateurs pour qu'ils ne puissent pas brancher leur sono. Et au petit matin, dans l'illégalité et l'impunité la plus totale, les flics ont détruit méthodiquement le matériel saisi.

Les autorités n'ont su encore une fois répondre que par les gaz, les grenades, les LBD contre des jeunes ne souhaitant que danser. Et encore une fois, leurs armes ont mutilé, comme trop souvent désormais, dans les manifs, les quartiers, les fêtes... À Roland-Garros, les privilégiés ont pu rester jusqu'au bout de la nuit par dérogation du Prince. Pour le peuple, les gaz et la matraque.

Cette rave party était aussi un hommage à Steve Maia Caniço, deux ans après sa mort brutale à Nantes suite à une violente charge de police lors de la fête de la musique. Il y a quelques jours, la justice a reconnu ce que tout le monde sait depuis deux ans: oui Steve était vivant avant la charge de police, et mort ensuite. Les organisateurs de la rave party souhaitaient aussi se solidariser des inculpés de Lieuron, toujours face à la justice, pour une fête organisée lors du dernier réveillon, qui aura finalement eu des conséquences plus sécuritaires que sanitaires.

Comble de la provocation et de l'indécence, Macron a souhaité organiser une «rave party» au cœur de l'Élysée lors de la fête de la musique pour «rendre hommage aux musiques électroniques». Les rave party sont pourtant des espaces de musicalité et de sociabilité loin des logiques marchandes et consuméristes...

La jeunesse a payé le prix fort de cette crise sanitaire: fermeture des universités, perte de jobs déjà bien précaires et peu payés, fermeture des lieux culturels, restrictions... et l'avenir que lui promet le gouvernement est bien peu radieux.

Encore une fois, Macron, Darmanin et le préfet ont donc choisi la manière forte, incapable de répondre autrement aux aspirations de la jeunesse. Il est plus que temps de mettre une gifle politique à ce gouvernement qui gaze la jeunesse, traque les sans-papiers et attaque les travailleurs.

BIEN DIT

La récente démarche du gouvernement italien, qui a demandé l'extradition d'une poignée de femmes et d'hommes réfugiés depuis des décennies en France, a la saveur aigre de la revanche et le goût amer de la vengeance.

Comme si la remise de leurs corps, à enfermer dans les murs d'une prison, était le moyen de poser une pierre tombale, le sceau d'un stigmate sur ce chapitre de l'histoire italienne.

DONATELLA DI CESARE (philosophe italienne), lemonde.fr, 20 juin 2021.

À la Une

Une gifle contre le système, une alternative anticapitaliste à construire

Dimanche dernier, le premier tour des élections régionales est apparu comme le reflet, certes déformé, de la situation sociale et politique du pays. Une abstention historique nourrie par les colères sociales de ces dernières années, une claqué magistrale administrée à tous les représentants de la macronie, une extrême droite contenue dans les urnes mais toujours dangereuse, et une alternative qui reste à construire pour rompre avec ce vieux monde...

À peine un électeur sur trois est allé voter (contre un électeur sur deux lors des régionales précédentes...). Cette abstention atteint même 87% dans la catégorie des 18-24 ans! Une abstention massive qui touche largement les milieux populaires et qui ne s'explique pas seulement par le soleil, l'attrait des parcs ou des terrasses... Car c'est peu dire que l'enjeu de ces élections est apparu comme décalé par rapport à la réalité de nos vies. En opposition à l'offensive tous azimuts de ce pouvoir – antisocial, autoritaire, raciste... – tout dévoué aux capitalistes, aux prises depuis un an et demi avec une crise sanitaire certes sans précédent mais face à laquelle ce gouvernement est apparu largement incompétent, la population n'a donc pas vu dans ces élections le moyen d'exprimer ses revendications et ses besoins. On peut la comprendre.

Car c'est la crise politique qui travaille depuis longtemps le système de ceux d'en haut qui a éclaté à travers cette abstention historique, illustrant leur illégitimité à diriger la société. Aussi, il y avait vraiment de quoi avoir envie de péter sa télévision dimanche soir en entendant tous ces politiciens professionnels y aller de leur couplet de morale civique et citoyenne, faisant mine de ne pas comprendre que c'est bien eux et leur système qui sont d'abord sanctionnés, et que c'est leur campagne sondagière, totalement hors sol sur le terrain de l'insécurité, qui est avant tout rejetée.

Macron giflé, le danger réactionnaire toujours là!

Dans un tel contexte, on peut se réjouir que les grands perdants de



cette soirée électorale soient les dignes représentants du macronisme, à commencer par ceux qui en assument les responsabilités directes. Symbole de cette déroute (qui les conduit en moyenne à 11% des suffrages exprimés, soit moins de 4% des inscrits), l'ancien responsable de la réforme des retraites contre laquelle nous sommes battus à l'hiver 2019-2020, Laurent Pietraszewski, n'accède même pas au second tour dans les Hauts-de-France, cela malgré le soutien appuyé de deux barons, Dupond-Moretti et Darmanin... Plus qu'un appui, ce petit monde constitue à l'évidence un repoussoir pour toutes celles et ceux qui subissent les effets de leur politique au quotidien.

Malgré la petite musique médiatique et sondagière de ces dernières semaines, la rouste prise par Macron et ses représentants n'a – fort heureusement – pas ouvert la voie au danger de la prise de contrôle de plusieurs régions par le Rassemblement national. En tête dans six régions il y a six ans, il ne l'est que dans une seule (en PACA), passant de 28% à 19%

à l'échelle nationale. Mais c'est déjà trop, et la menace demeure, qui appelle vigilance et mobilisations, notamment le 3 juillet lors du congrès du RN à Perpignan (voir page 12).

L'arbre un peu vacillant mais toujours présent du RN ne doit pas cacher la forêt réactionnaire de la droite dite «classique», qui lui dispute le plus souvent ses thèmes traditionnels de campagne (la sécurité, l'immigration, bref le racisme...). Cette droite LR va sans nul doute conserver ces prochains jours tous ses postes et ses régions, aiguisant de Bertrand à Péresse les appétits pour 2022. Droite, droite extrême ou extrême droite... bien malin qui peut en toute clarté en saisir toutes les nuances.

Dans la rue et les urnes, pour une alternative anticapitaliste

À gauche, il fallait être attentif pour saisir la multitude des configurations. Totalement unie en particulier dans les Hauts-de-France et en PACA (moins la FI), tout le panel des combinaisons possibles de la gauche institutionnelle était représenté dans ces élections. L'abstention

massive a entraîné une prime aux sortants, y compris PS (comme en Occitanie, en Nouvelle-Aquitaine, en Bretagne ou en Bourgogne), avec toutefois un PS qui reste affaibli et contesté par la percée d'ÉELV. Mais de façon globale, y compris quand les listes étaient marquées par une certaine radicalité (à l'image de celles à l'initiative des Insoumis et de nos camarades du NPA en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie), les résultats restent faibles. Pour sa part, Lutte ouvrière, qui présentait des listes partout, engrange des résultats toujours modestes mais qui résistent et parfois augmentent, notamment dans les régions où le reste de la gauche était uni dès le premier tour.

Les élections ne sont pas le terrain de prédilection du monde du travail, et ce dimanche en a encore été l'illustration. Pour défendre nos intérêts, pour nous représenter nous-mêmes, tout reste à faire. À commencer par construire les mobilisations pour mettre fin aux licenciements et aux suppressions de postes, pour défendre nos droits face aux attaques liberticides, pour résister à l'offensive raciste et islamophobe, pour combattre le prétendu «capitalisme vert» et exiger la justice climatique, pour porter une véritable égalité des droits...

Mettre à la poubelle l'idéologie et le programme commun des classes dirigeantes et des partis à leur service contre notre camp social, exprimer nos intérêts et nous organiser... Des grèves et manifestations jusqu'aux urnes, c'est la voie – anticapitaliste et révolutionnaire – que le NPA entend trouver les moyens de tracer ces prochains mois, modestement mais fermement.

Manu Bichindaritz

RÉGIONALES

Faut-il interdire les sondages électoraux?

On le dit souvent lors des élections: une fois de plus, les sondeurs se sont trompés. Mais ce que l'on constate cette fois-ci, c'est que les sondages peuvent être non seulement approximatifs, mais aussi des éléments qui faussent les votes et jouent un rôle éminemment antidémocratique.

Abstention sous-estimée, RN surestimé: telles sont les deux principales erreurs que les instituts de sondage ont commises à l'occasion du premier tour des régionales. Et le moins que l'on puisse dire est que ce sont des erreurs de taille: ainsi, dans les Hauts-de-France, le candidat RN Sébastien Chenou était annoncé à 35% des voix par l'institut OpinionWay, et a tout juste atteint 23%;

en Île-de-France, Ipsos annonçait plus de 20% des voix à la liste RN, pour un résultat réel de 13% pour Jordan Bardella.

La faute à l'abstention?

Depuis dimanche soir, à défaut de se confondre en excuses, les sondeurs multiplient les tentatives d'explication, soit en expliquant qu'ils ne se sont pas tant trompés que ça (ah bon?), soit en pointant

du doigt l'abstention, à l'image de Brice Teinturier, sondologue chez Ipsos et intervenant régulier des émissions politiques sur le service public: «Vous prenez toutes les conséquences d'une abstention encore plus forte que ce que nous avions prévu et vous aboutissez à quelque chose qui effectivement est assez différent.»

La faute aux abstentionnistes, une fois de plus? Ces derniers ont bon dos, et l'on sait bien, en réalité, que les erreurs récurrentes commises par les instituts de sondage (on se souviendra entre autres du crash monumental lors de la primaire de la droite en 2016, où tous les instituts avaient sous-estimé de moitié les votes pour François

Fillon) résultent en premier lieu de l'exercice sondage lui-même: construction d'échantillons pas toujours représentatifs, nombreux biais dans les réponses des sondés, application de coefficients supposés corriger ces biais, sous-estimation du poids que représentent celles et ceux qui refusent de répondre aux sondages, etc.

Corruption du débat démocratique

Force est de reconnaître que les sondages ne se plantent pas toujours, notamment ceux qui sont réalisés quelques jours avant les scrutins, qui indiquent souvent les «grandes tendances». Mais ce qui ressort d'autant plus avec le gros

Un monde à changer

ANTISÉMITISME : « DÉRAPAGE » CONTRÔLÉ DE L'EX-GÉNÉRAL DELAWARDE. Dominique Delawarde est l'un des « éminents » signataires de la tribune des généraux à la retraite qui appelaient à une sécession de l'armée face à la prétendue guerre civile à venir. Quelqu'un au-dessus de tout soupçon donc, notamment pour des médias comme CNews. C'est pour cette raison, d'ailleurs, qu'il avait déjà été invité sur plusieurs plateaux pour s'exprimer à propos des idées fascisantes professées par la tribune, et ce même s'il affichait alors déjà sur son blog sa méfiance contre la « meute médiatique », ajoutant : « dont nous savons qui la contrôle ». Morandini n'avait donc aucun indice quant au risque de ce que les médias se sont empressés de qualifier de « dérapage ». Ce qui devait arriver arriva donc : quand on donne la parole à des antisémites, il tiennent des propos antisémites. Invité à l'émission « Morandini live » sur CNews le 18 juin, Delawarde a été interrogé par l'un des journalistes, Claude Posternak, au sujet des personnes supposées contrôler la « meute médiatique ». Après plusieurs esquives et paraphrases pourtant déjà limpides, l'ex-général fini par lâcher : « C'est la communauté que vous connaissez bien ». On ne peut qu'être choqué par la surprise benoîte avec laquelle on réagit les gens en plateau et Morandini, qui a fini par interrompre Delawarde en concluant : « On ne peut pas laisser dire ça en plateau ».

Mais laisser dire quoi au juste ? Ou plutôt quoi de plus que ce qu'il venait déjà de dire précédemment : « Vous savez bien qui contrôle la meute médiatique dans le monde et en France. Qui contrôle le Washington Post, le New York Times, chez nous BFMTV et tous les journaux qui viennent se grouper autour, qui sont ces gens... ? » Le sous-entendu antisémite était clair, tant la référence aux juifs dominant l'ensemble des médias et, partant, le monde, était évidente. Mais tout cela, on ne l'entendra pas en plateau. Personne pour nommer et dénoncer ce qui vient de se passer : l'exposé de thèses crassement et « traditionnellement » antisémites. Pourtant nommer ces actes de racisme et les dénoncer est fondamental, d'autant plus parce que l'antisémitisme à la particularité de se propager aussi à travers les sous-entendus du complotisme. Avant cette émission, Delawarde était déjà raciste et antisémite et ne s'en cachait pas. Pourtant, deux semaines plus tôt, *Ouest-France* lui donnait la parole avec un titre évocateur : « En Loire-Atlantique, un général "factieux" bien tranquille ». Un antisémite discret donc. Nous devons plus que jamais lutter contre ces idées et refuser que les micros soient tendus à l'extrême droite, et combattre ces thèses complotistes et antisémites. Des paroles qui accompagnent des oppressions, des violences bien réelles dans l'ensemble de la société.

Le chiffre

4,7 milliards

C'est, en euros, la somme que l'État français a dépensée en 2020 pour son arsenal nucléaire militaire, selon le dernier rapport de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN), soit environ 9000 euros d'argent public chaque minute. De l'argent, il y en a...



Agenda

Vendredi 25 juin, Rencontre autour de Racismes de France avec Omar Slaouti, Strasbourg. À 18h, au Wagon Souk, 91, route des Romains à Strasbourg.

Samedi 26 juin, Marche des fiertés, Paris-IDF. À 14h, départ de la place de l'Église de Pantin.

Samedi 3 juillet, manifestation contre l'extrême droite, Perpignan.

À l'occasion du congrès du Rassemblement national. Place de la Catalogne : à 12h, rassemblement et concert des Tata ; à 14h, manifestation ; à 16h, concert des Combo Pacheco.

Dimanche 22 août - mercredi 25 août, 13^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 21 août à partir de 14h, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner. Inscriptions : <https://nouveaupartianticapitaliste.org/ue2021>

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

GRAND ORAL DU BAC La grande galère!

Convocations tardives aux examens, charge de travail intenable pour les collègues convoqués au grand oral ou à l'épreuve anticipée de français alors même qu'il aurait été possible de répartir cette charge sur un plus grand nombre d'enseignantEs, consignes floues quant aux modalités de l'évaluation, absence de concertation des équipes enseignantes... font de cette session un désastre organisationnel dont le ministre porte la responsabilité. Il en va de même en philosophie où la charge de correction de copies est absolument intenable cette année et empêche une correction sereine, notamment du fait de délais beaucoup plus courts.

Malgré l'annulation de la plupart des épreuves du nouveau bac Blanquer, le ministère a voulu maintenir, « quoi qu'il en coûte », les épreuves de philosophie, de français et le « grand oral » : un véritable désastre organisationnel.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Quoi qu'il en coûte?

Un tel mépris des conditions de travail nécessaires pour que cette mission de correction puisse être remplie est inquiétant, et s'accompagne de manière particulièrement choquante de l'emphase de Blanquer sur l'importance de ces épreuves. Mais si ces dernières sont importantes, il s'agit d'assurer qu'elles se déroulent dans des conditions dignes et justes pour les élèves et les enseignantEs. Les personnels de l'éducation alertent depuis des mois sur

l'incapacité à préparer convenablement les élèves à ces épreuves compte tenu des mesures sanitaires appliquées dans l'Éducation nationale, et sur l'inégalité de traitement des élèves dont les conditions d'enseignement ont été variables (certains lycées ont beaucoup moins adopté la demi-journée, d'autres ont connu des fermetures de classes à répétition). Ces épreuves n'ont donc pas pu être préparées correctement, mais il « fallait » absolument les maintenir.

Surtout le grand oral cher à Blanquer, qui est avant tout une épreuve d'éloquence qui porte davantage sur la forme (voix, corps...) que sur le fond de la question préparée.

Mépris des personnels et des élèves

Dès lundi 21 juin, il a été noté de nombreux dysfonctionnements : des élèves convoqués à 8h, puis reconvoqués le lendemain, par manque de jurys ; des convocations dans un lycée qui n'est pas centre

d'examens... Le ministère n'était, lui, pas en mesure lundi soir de fournir un bilan chiffré des dysfonctionnements. Dans ces conditions, l'organisation de ces épreuves du baccalauréat ne semble que servir la communication du ministre de l'Éducation nationale, et marque un mépris des personnels et des élèves. Contre cela, un certain nombre d'enseignantEs se révoltent et se mettent en grève. Cette réforme et son application sont symptomatiques d'une logique qui s'applique depuis bien des années au ministère de l'Éducation nationale, avec la mise en place, sans concertation ou en ignorant les demandes, de réformes successives faisant perdre de plus en plus de sens aux métiers de l'enseignement. S'ajoute à cela le gel des salaires depuis onze ans, la dégradation continue des conditions de travail, notamment avec des classes surchargées... Il n'est pas étonnant de voir les difficultés de recrutement aux concours de l'enseignement. Une seule conclusion logique s'impose : la démission de Blanquer!

Benoît DT

NO COMMENT

La seule crainte que je peux avoir, c'est que les propos qui sont souvent très radicaux, et que je ne partage pas avec Éric Zemmour, puissent être assimilés aux miens, c'est-à-dire que mon projet soit victime d'une caricature au regard des propositions qui ne seraient pas les miennes.

MARINE LE PEN, Linfo.re, 14 juin 2021.

loupé des régionales, c'est à quel point les sondages jouent, de fait, un rôle néfaste d'un strict point de vue démocratique. Leur régularité, leur multiplicité et leur surexposition médiatique sont en effet un problème majeur. Pour le dire autrement, ce n'est pas tant la méthode des sondages qui est le cœur du problème – même si elle doit être critiquée – que l'utilisation qui est faite de leurs résultats. Les sondages jouent un rôle essentiel, du fait de leur hyper-médiatisation, dans la construction même du débat médiatique et donc public. Tel titre de presse publie un sondage, il sera commenté par tel autre, les invités d'un troisième média sont questionnés sur ledit sondage, ceux d'un quatrième sur les réactions des précédents, etc. Au total, les sondages accentuent la tendance à construire un débat « politique »

dépolitisé et transformé en course de petits chevaux, où l'on discute des individus plutôt que des idées, des statuts (« outsiders » vs « favoris ») plutôt que des programmes, etc. Et quand ils se plantent, autant dire que les débats sont d'autant plus déconnectés du réel : chacunE pourrait ainsi faire l'exercice de regarder interviews et émissions politiques de ces dernières semaines pour mesurer l'étendue du désastre...

En finir avec les sondages?

Au-delà de cet appauvrissement du débat public, les sondages contribuent largement à influencer les comportements électoraux : en construisant des vainqueurs et des perdants avant même les scrutins, en fabriquant des « petits » et des « grands » candidats, et, au total, en forçant la main sur le « vote utile ». C'est ce que l'on a vu lors de ces

élections régionales, avec dans certaines régions, face à la crainte des succès annoncés du RN, des reports de voix sur des listes potentiellement « majoritaires » au détriment de listes de gauche au profil plus radical. Ainsi, les sondages peuvent devenir des outils de pression, réduisant le périmètre des débats tout en contribuant à marginaliser certains courants politiques. La question se pose en réalité de la place des sondages dans un système qui se veut démocratique, au regard de leurs erreurs récurrentes mais surtout de leurs effets délétères sur le débat public et la vie démocratique. Certains n'hésitent pas à poser la question de l'interdiction des sondages électoraux¹, une mesure qui ne manquerait pas de susciter une levée de boucliers, tant chez les politiques que chez les éditorialistes spécialistes du commentaire.



DR

Sans aller jusqu'à revendiquer, ici et maintenant, une telle interdiction, le moins que l'on puisse faire est de poser concrètement la question de la responsabilité des sondeurs et des sondomaniaques dans la crise démocratique – bien au-delà des élections – qui se renforce chaque jour un peu plus.

Julien Salingue

1 – Lire par exemple Alain Garrigou, « Interdire les sondages électoraux », blog du Diplô, 18 décembre 2014.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GRÈCE Mobilisations massives contre une loi esclavagiste

Ces dernières semaines s'est développée en Grèce une très forte mobilisation contre un projet de loi portant sur le temps de travail et les libertés syndicales.

Le projet de loi peut être ainsi résumé : faire travailler plus (journée de 10h, extension du travail le dimanche, augmentation du plafond annuel d'heures sup) en payant moins (récupération partielle en « repos », baisse du taux sur les heures sup), et imposer de graves atteintes au droit de grève et d'organisation (avec pressions pour faire signer des conventions individuelles). Traduction par le Premier ministre, l'ultra-libéral Mitsotakis : « Une loi favorable aux travailleurs et permettant le développement », qui assainira « la jungle du monde du travail » et assurera l'avenir des jeunes générations ! En réalité, la confirmation que le seul projet de la droite revancharde au pouvoir, c'est de tout faire pour attirer les investisseurs (et les touristes) et favoriser leurs copains-coquins du grand patronat grec.

Ce projet, pour lequel le quotidien *Efimerida ton Syntakton* hésite entre « Bienvenue au 19^e siècle » et « Retour au Moyen Âge », a connu une première réponse avec une encourageante mobilisation nationale le 6 mai. Diverses initiatives locales ont suivi, reflétant en profondeur un sentiment grandissant depuis l'automne. Et c'est cette pression ouvrière qui a forcé les directions syndicales, dont celle de GSEE, la Fédération unique du privé dirigée par une bureaucratie liée au Pasok et irrémédiablement compromise dans l'acceptation des mémorandums, à lancer un appel à la grève générale pour le 10 juin, ce que mettaient en avant les syndicats les plus combattifs.



De la grève du 10 juin au vote de la loi

Malgré bien des obstacles (dont les menaces de licenciements dans le privé, l'interdiction de la grève chez les marins, qui l'ont menée et réussie), cette journée, sans être un raz-de-marée, a été un grand succès, avec des manif dans plus de 70 villes, un appui massif à la mobilisation. À Athènes, plusieurs dizaines de milliers de travailleurEs et jeunes ont manifesté dans trois cortèges : le KKE (PC) et son courant syndical PAME, les deux fédérations GSEE et ADEDY (secteur public) avec à leurs côtés Syriza et d'autres organisations réformistes, les syndicats de base et la gauche anticapitaliste. Mais signe de la combativité, les cortèges étaient si denses qu'ils se sont joints !

Bien sûr, au soir de cette belle journée, les plus clairvoyantEs savaient que les bureaucraties syndicales allaient freiner, pour ne pas être débordées, alors que la droite affichait encore plus de fermeté. Au lieu d'appeler immédiatement, au minimum, à une nouvelle grève nationale pour le jour du vote, le 16 juin, GSEE se repliait dans le silence et ADEDY appelait à un arrêt de travail devenu in extremis, sous la pression des syndiquéEs, un appel à la grève. Dans ces conditions, la participation à la mobilisation du 16 a été en recul. Néanmoins, partout dans le pays, des milliers de travailleurEs ont manifesté, encerclant le Parlement à Athènes. La question qui se pose avec plus d'urgence après le vote de la loi, pour poursuivre une mobilisation victorieuse, est celle d'une réorganisation syndicale prenant en compte des éléments contradictoires : même si la direction de GSEE est vendue, son appel national à la grève a élargi la mobilisation ressentie alors comme unitaire ; la seule activité des syndicats de base combattifs ne suffira pas, et la gauche syndicale doit élaborer une tactique de pressions combattives empêchant les replis des diverses directions syndicales. Le combat ne fait que continuer !

À Athènes, A. Sartzekis

IRAN Ebrahim Raïssi : un criminel contre l'humanité « décrété » président de la République

Les iraniens ont été appelés aux urnes pour élire leur 13^e président de la République parmi les candidats bien filtrés par le « Conseil des Gardiens », chose qui arrive à chaque élection, ce qui d'office ôte la qualité « démocratique » de toutes ces élections.

Jusqu'à présent, le pouvoir laissait toujours un candidat du camp dit « réformateur » en lice, afin de donner un semblant de choix, et en même temps l'utiliser comme bouc émissaire, responsable de tous les maux de la société. Mais cette fois-ci le verrouillage a dépassé toute imagination. Le Guide suprême, détenteur du vrai pouvoir, dans la pratique et selon la Constitution, a décidé d'éliminer tout candidat autre que ceux inféodés au cercle restreint du pouvoir. Il a voulu resserrer les liens autour de lui en éliminant même des gens proches du président sortant Hassan Rouhani.

Et c'est dans une indifférence quasi générale et une abstention record impossible à cacher, qu'a été accueillie l'annonce de la victoire d'Ebrahim Raïssi, chef en exercice du pouvoir judiciaire.

Crise multiples en Iran

Ce membre de la « Commission de la mort » responsable des massacres de milliers de prisonniers politiques à l'été 1988 est considéré comme un criminel contre l'humanité par Amnesty International. L'annonce de son élection n'a été suivie d'aucun défilé de ses partisans dans les rues, d'aucune scène de joie ou même du moindre signe d'enthousiasme.

Les raisons de cette situation sont nombreuses. L'Iran est en effet traversé par des crises multiples :



WIKIMEDIA COMMONS

– Une crise économique sans précédent due à l'application des politiques néolibérales, aggravée par les sanctions US. Elle est caractérisée par un chômage massif, l'effondrement de la monnaie nationale, une chute vertigineuse de la production (trois années de récession de suite), une inflation à deux voire trois chiffres touchant notamment certains produits de première nécessité, le non-paiement des salaires pendant des mois, une crise boursière, une corruption systémique et à très grand échelle, etc.

– Une crise écologique qui se manifeste surtout autour du manque d'eau (à la suite des sécheresses

successives et en raison d'une politique irrationnelle de construction des barrages), des feux de forêt à répétition, la pollution des rivières...

– Une vraie crise politique et un divorce presque total entre le pouvoir et le peuple iranien. Elle se traduit par un boycott actif et déclaré, non seulement par des factions ou des militants politiques et des mouvements sociaux, mais aussi une masse de personnes appartenant à différentes couches de la population laborieuse. Pour la première fois depuis de longues années, on a entendu des slogans en faveur du boycott pendant des manifestations de retraitéEs et

des grèves ouvrières, malgré les menaces du pouvoir et du Guide lui-même !

Bouillonnement de luttes sociales

Le régime islamique est en très mauvaise posture. Après deux soulèvements populaires en 2016 et 2018, écrasés brutalement dans le sang, l'Iran bouillonne de luttes sociales. On a enregistré en un an 1915 mouvements, grèves, blocages de sites et d'autres actions organisées à l'échelle nationale par des ouvrierEs de l'industrie, des enseignantEs, les retraitéEs, des personnels du secteur de la santé pendant la pandémie de Covid-19. Et cela fait plusieurs années que l'Iran est secoué par les manifestations et grèves de salariéEs, de retraitéEs et de chômeurEs.

Et ces luttes paient. Les travailleurEs ont réussi à obtenir la satisfaction de leurs revendications à plusieurs reprises. Le mouvement le plus important a été la longue lutte victorieuse des travailleurEs de la sucrerie de Haft-Tapeh, qui ont obtenu l'annulation de la privatisation de leur usine par des grèves successives, tout en profitant des divisions au sein du pouvoir à ce sujet, dont l'avis favorable d'Ebrahim Raïssi.

Raïssi est conscient de la gravité de la situation et de la base sociale très étroite du régime. Il veut marcher sur deux jambes : d'un côté une poigne de fer, de l'autre quelques gestes sociaux pour négocier avec les occidentaux et sortir de la crise. Mais la tâche est impossible. La fracture entre le peuple et le pouvoir est abyssale.

Berouse Farahany

CHINE EPR : fuite radioactive et fuite en avant

Le 14 juin, la chaîne américaine CNN annonçait une fuite radioactive dans le réacteur 1 de la centrale de Taishan (Chine). Ce réacteur EPR, conçu par Framatome (filiale EDF), est l'un des deux seuls en service dans le monde.

Selon CNN, Framatome (actionnaire à 30 % de la centrale et fournisseur des combustibles nucléaires) a requis le 8 juin l'assistance du département de l'Énergie états-unien pour « une menace radiologique imminente ». EDF a demandé une réunion extraordinaire du conseil d'administration de la centrale pour qu'il « présente toutes les données et décisions nécessaires ». Tandis que son partenaire chinois CGN juge la radioactivité « pas anormale », Framatome appelle au secours l'administration Biden, pour laquelle il n'y a « pas de risque de sécurité sévère pour les employés de la centrale ou pour la population chinoise ». Méfiance généralisée, communiqués flous et rassurants de la triade de l'électronucléaire (USA, Chine, France) : un concentré d'opacité au mépris des populations.

Un enfumage dangereux

Sous pression, CGN a dû finalement avouer une hausse de la radioactivité due à « environ cinq gaines¹ de combustibles endommagées ». Quand elles ne sont pas étanches, le circuit primaire est contaminé ; les gaz radioactifs sont alors évacués à l'extérieur. Selon les normes internationales, les seuils atteints



imposaient l'arrêt immédiat, pour remplacer les gaines « ruptées », et surtout connaître les causes de l'incident (défaut, corrosion, détérioration par une pièce métallique, montée en puissance trop rapide ?). Mais pour laisser fonctionner le réacteur, les autorités chinoises ont relevé le seuil autorisé des radiations. Cette décision n'est pas sans rapport avec les cérémonies du centenaire du PC

chinois, le 1^{er} juillet, à la gloire de la clique au pouvoir, sur fond de productivisme-extractivisme débridé. En 2020, avec moins de réacteurs, la production électronucléaire chinoise a dépassé celle de la France.

L'urgence énergétique, c'est sans l'EPR

Empathique envers les autorités chinoises, hier accusées de

désinformation sur le covid, le gouvernement Macron souhaite « ne pas avoir de réflexion sur notre politique énergétique en réaction à un fait qui se passe » (Pompili, ministre de la Transition écologique). L'Autorité de sûreté du nucléaire (ASN) propose à l'autorité de sûreté chinoise de voir « dans quelle mesure le retour d'expérience de la situation d'exploitation actuelle à Taishan peut être pris en compte dans le cadre [...] de la demande de mise en service de l'EPR de Flamanville ». Celle-ci est prévue en 2023 : 11 ans de retard, un coût multiplié par quatre... avec une cuve défectueuse. Le lobby nucléaire s'inquiète d'abord, non pas des risques d'accident, dont Taishan est peut-être un événement précurseur, mais des risques juridiques et du fiasco commercial qui se précise. La construction annoncée par Macron, fin 2020, de six EPR, vitrine de l'électronucléaire tricolore, a du plomb dans l'aile. La seule décision réaliste serait l'arrêt de ce programme mortifère qui dilapide les fonds publics, et sa reconversion vers la sobriété énergétique et les renouvelables.

Commission nationale écologie

1 – Tubes cylindriques (il y en a 60 000 dans le cœur d'un EPR) dans lesquels sont empilées les pastilles d'uranium (de la taille d'une mini pile).

NICARAGUA Ortega emprisonne ses opposantEs avant les élections nationales

Début juin, Ortega avait fait arrêter sa plus éminente challenger, Cristiana Chamorro, dont le père Pedro Joaquín Chamorro, rédacteur en chef du principal journal du pays, *La Prensa*, a été assassiné en 1978, vraisemblablement sur ordre du président et dictateur de l'époque Anastasio Somoza. Sa mère Violeta Chamorro a battu le président Ortega aux élections de 1990.

Ingérence étrangère ?

À gauche, les Ortega ont arrêté des dirigeants du parti d'opposition UNAMOS, parti créé par des dissidents du FSLN (Front sandiniste de libération nationale). Deux des personnes arrêtées sont des héros de la révolution sandiniste de 1979 : Dora María Téllez et Hugo Torres. Torres a déclaré dans un message vidéo qui a été partagé sur les réseaux sociaux : « *Ce sont des actes désespérés d'un régime qui peut sentir sa mort approcher.* » D'autres opposants de gauche ont été arrêtés, Victor Hugo Tinoco, Suyen Barahona et Ana Margarita Vigil, dirigeants du Mouvement sandiniste de rénovation (MRS).

Le gouvernement affirme que l'opposition tente de saper la souveraineté du pays et « *incite à l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures, demande des interventions militaires et s'organise avec un financement étranger.* ». Les personnes arrêtées ont fait face à diverses accusations spéculées. Alors que certains opposants souhaiteraient sans doute que les États-Unis fassent suffisamment de pression pour chasser Ortega, les partis d'opposition ne travaillent pas à une intervention militaire. Ils voudraient évincer Ortega par une élection équitable.

Il est également vrai que le National Endowment for Democracy (NED) du gouvernement étatsunien et l'USAID

Daniel Ortega, candidat à son quatrième mandat consécutif à la présidence du Nicaragua, ne prend aucun risque. Bien que président depuis 2007, bien qu'il domine également l'Assemblée nationale et la Cour suprême, et bien que lui, sa famille et ses amis possèdent la plupart des médias d'information du pays, Ortega a estimé nécessaire d'arrêter cinq des candidats les plus en vue de l'opposition à la présidentielle. La peur du dictateur envers le peuple nicaraguayen est frappante.



WIKIMEDIA COMMONS

fournissent de l'argent à diverses ONG nicaraguayennes, dont certaines s'opposent aux politiques d'Ortega. Ce mois-ci, le secrétaire d'État US Antony Blinken a appelé Ortega à libérer les candidats à la présidentielle alors qu'il annonçait de nouvelles sanctions contre des membres du gouvernement Ortega et sa famille. La bourgeoisie nicaraguayenne est cependant tout à fait capable, sans le département d'État américain et la CIA, de proposer son propre programme politique de changement, bien qu'une partie de cette bourgeoisie soit d'une façon ou d'une autre liée à Ortega.

Le précédent de 2018

Surtout, le peuple nicaraguayen a prouvé en 2018 qu'il pouvait mener un mouvement de masse impliquant des centaines de milliers de

personnes sans compter sur personne d'autre. Elles protestaient contre la violente répression, plus tôt cette année-là, des manifestations de personnes âgées et d'étudiantEs opposés à un nouveau système de retraite. Pour écraser la rébellion populaire, la police et les hommes de main du FSLN d'Ortega ont assassiné 300 personnes, en ont blessé 2000, en ont arrêté et torturé des centaines d'autres et ainsi réussi à mettre fin aux manifestations. Les médias d'opposition ont aussi été fermés et les ONG harcelées. Tout cela a conduit quelque 100 000 NicaraguayenEs à fuir le pays.

Puis en 2020 est arrivée la crise du Covid. Le gouvernement Ortega a bafoué de manière flagrante les recommandations sanitaires internationales en organisant des événements publics de masse.

700 médecins nicaraguayens ont signé une lettre « *exhortant le gouvernement à reconnaître que le virus se propageait au Nicaragua et à mettre en place les mesures préventives recommandées par l'Organisation mondiale de la santé pour limiter sa propagation.* ». Sur la base d'une étude sur les décès en excès, on peut penser que le gouvernement nicaraguayen sous-estime la mortalité du Covid de plus de 90%. Le Nicaragua n'a pas non plus vacciné sa population, dont seulement 1,3% est actuellement vaccinée. Avec le Covid est venue une nouvelle crise économique. En 2020, le Nicaragua, déjà le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère avec un PIB par habitantE de 2000 dollars, a vu son économie reculer de 4%.

Nous devons rejeter l'argument avancé par certains à gauche selon lequel nous devrions soutenir Ortega et son gouvernement parce que les États-Unis s'y opposent désormais. La gauche doit s'opposer à la fois aux interventions des États-Unis et à la dictature d'Ortega. Tout en soutenant le mouvement général pour la démocratie politique et les droits civiques, nous devons chercher à travailler avec les groupes socialistes émergents au Nicaragua et avec les travailleurEs, les féministes, les militantEs LGBT, les écologistes et autres. En tant que socialistes internationalistes, nous sommes solidaires de tous les mouvements pour la démocratie, les droits civiques et le socialisme.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

APRÈS LE VOTE AU DANEMARK Droit d'asile : la fin d'un principe ?

Jeudi 2 juin, le Parlement danois adoptait, par 70 voix contre 24, un projet de loi permettant au pays de « sous-traiter » ses demandes d'asile : le gouvernement danois peut désormais envoyer les personnes ayant déposé un dossier de demande d'asile au Danemark dans un autre pays, en dehors de l'Union européenne, le temps de l'examen de son dossier.

Le droit d'asile a des origines très anciennes. Il a progressivement été introduit dans des législations nationales et internationales. Certes, il y a toujours eu une part d'arbitraire dans son application : les réfugiés de l'empire russe après 1917 en ont largement bénéficié ; par contre, les juifs allemands persécutés par les nazis ont vu dans les années 1930 leurs demandes d'asile en France et dans d'autres pays massivement rejetées.



DR

Un droit consacré

Le droit à l'asile a été solennellement proclamé après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi en 1946, l'article 14 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* stipule : « *Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.* » La Convention de Genève de 1951 a donné à cette protection une traduction en droit international public. L'arbitraire n'a cependant pas totalement cessé dans l'acceptation des demandes et s'est renforcé à partir des années 1960. La plupart des pays occidentaux qui avaient assez libéralement accueilli notamment les réfugiés des pays de l'Est au cours de la guerre froide commencent alors à prendre des dispositions qui accroissent le taux de rejet des demandes.

Cette politique restrictive s'est poursuivie au point de vider largement le droit d'asile de son effectivité. Néanmoins, le principe subsistait : le demandeur d'asile a droit à un examen individuel de sa demande pour peu qu'il arrive sur un territoire « sûr », ce que les États s'acharnent de plus en plus à empêcher (cf. les accords de l'Union européenne avec la Turquie sur les réfugiés syriens).

Un pas supplémentaire vers la barbarie

Un seul pays occidental avait jusqu'à présent ouvertement rompu avec ce principe : l'Australie, où le traitement des réfugiés et des demandeurEs d'asile est une tâche confiée, avec des incitations financières, à des pays tiers (la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nauru dans le Pacifique). Mais le Parlement danois a adopté le 3 juin un projet de loi prévoyant de renvoyer vers un pays tiers les demandeurEs d'asile. Le Danemark a déjà conclu un protocole d'accord avec le gouvernement rwandais, qui couvre la migration, l'asile, le retour et le rapatriement. Il s'agit en fait de dissuader toute demande d'asile : quel étrangerE demandeurE d'asile se présentera au Danemark sachant qu'il sera renvoyé au Rwanda ou dans un autre pays (Tunisie, Égypte, Erythrée sont évoqués) ? Le gouvernement de Mette Frederiksen a un objectif affirmé : « Zéro réfugié ». Et elle appartient au parti social-démocrate !

Ce n'est pas la première manifestation d'hostilité aux réfugiés du gouvernement « de gauche » danois mais c'est la plus significative. La mise en œuvre d'une telle politique dans d'autres pays marquerait la fin d'un principe, certes ébréché, mais qui peut encore constituer un recours. Un pas supplémentaire vers la barbarie.

Henri Wilno

On enregistre 427 actions, dans 366 villes brésiliennes, dont les 27 capitales d'États. Dans les capitales et les grandes villes donc, comme à Rio de Janeiro (70 000 personnes), São Paulo (100 000), Brasília (30 000), Belo Horizonte (40 000), Porto Alegre (25 000), Natal, Fortaleza. Mais aussi dans les concentrations urbaines des périphéries comme à Nova Iguaçu, aux portes de Rio de Janeiro, où la population affronte des files kilométriques pour un vaccin qui trop souvent n'existe pas, ou encore les villes à forte densité industrielle près de São Paulo.

Crise sanitaire

Le mécontentement populaire s'explique en premier lieu par la gestion criminelle et génocidaire de la pandémie. Aujourd'hui le Brésil a atteint le triste chiffre de 500 000 morts dues au Covid. Les campagnes de vaccination, imposées contre le gouvernement par les réactions de la société civile, sont encore balbutiantes. La CPI (Commission parlementaire d'enquête) Covid-19 démonte le chaos meurtrier promu par le gouvernement depuis plus d'un an : obstination à nier la gravité de la situation, la mythification de la chloroquine comme remède miracle, recherche criminelle d'une immunisation naturelle de masse, sabotage des négociations avec les fabricants de vaccins candidats tant nationaux qu'internationaux...

BRÉSIL Un million de manifestantEs dans la rue : « Dehors Bolsonaro ! »

Les premiers chiffres disponibles montrent l'ampleur des mobilisations du samedi 19 juin contre Bolsonaro et sa gestion criminelle et génocidaire de la pandémie. Du Nord au Sud ont eu lieu des centaines de manifestations, et les chiffres dépassent ceux des manifestations du 29 mai.

L'audition de celui qui fut ministre de la Santé entre mai 2020 et mars 2021, Eduardo Pazuello (un général d'active parachutiste, mais pas médecin) est révélatrice : derrière toutes ces attitudes et décisions criminelles il y a Bolsonaro, le grand responsable de cette catastrophe sanitaire.

On sait aussi maintenant ce qui était évident : beaucoup ont profité de la vente criminelle de médicaments sans effet sur la maladie. Autour de Bolsonaro, les vautours prospèrent et se remplissent les poches. Jusqu'à quand ?

Crise sociale

Bolsonaro et ses complices dévorent le patrimoine public construit à la sueur de nos parents et grands-parents, et s'attaquent à nos droits gagnés par les luttes et les larmes de générations entières. Le dernier épisode en date est la privatisation scandaleuse de l'Eletrobras. En connivence avec des parlementaires vénaux, le gouvernement entend démonter et privatiser l'ensemble du système électrique, et multiplie à cette occasion les cadeaux



DR

pour tel ou tel secteur (producteurs d'électricité indépendants, centrales au charbon ou à gaz, constructeurs de gazoducs) alors que les experts annoncent les risques de black-out dans les prochains mois.

Contrairement à ce que disent les partisans du gouvernement, la prétendue « reprise » des taux de croissance n'a rien à voir avec le monde réel et la vie des gens : le revenu moyen des Brésiliens est passé sous la barre des 1000 R\$ (150 euros) pour la première fois en 10 ans. L'augmentation de 20% des factures d'électricité et l'escalade criminelle des hausses du prix du gaz de cuisine, alors que Petrobras

annonce une généreuse distribution de dividendes à ses actionnaires, sont des exemples de la véritable guerre de classe en cours dans le pays.

La nécessité d'un PSOL indépendant et anticapitaliste

Samedi 19 juin, avec toutes les protections sanitaires, un million sont descendus dans la rue. Parce que ce gouvernement et Bolsonaro sont bien plus dangereux que le virus, et contre les tentations putschistes de l'extrême droite, la meilleure défense est l'attaque, c'est l'heure de la mobilisation populaire pour mettre un terme à ce gouvernement et imposer le « Dehors Bolsonaro ».

Dans ce contexte, il est illusoire de compter sur des arrangements avec les partis de la bourgeoisie et leurs appareils, qui ne voient dans la souffrance du peuple qu'un argument électoral. Le Brésil a besoin d'un PSOL indépendant et anticapitaliste pour offrir une alternative réelle aux jeunes, aux femmes et à tous les travailleurs.

Luc Mineto (militant PSOL et MES)

Les Marches des Fiertés ont une nouvelle fois lieu dans un contexte de crise pandémique dans laquelle les LGBTI, partout dans le monde, et a fortiori les plus précaires, ont été touchés de plein de fouet. En France, le contexte c'est aussi le gouvernement Macron qui aura reculé la PMA jusqu'à la fin de son mandat — pour nous proposer une PMA au rabais. La montée de la réaction et de l'extrême droite touche en particulier nos communautés. Mais c'est aussi dans cette situation dramatique que les LGBTI ont relevé la tête en reprenant la rue de manière massive, imposant son calendrier... À la veille de la Pride parisienne, nous pensons que, plus que jamais, il est temps de construire un mouvement de masse des LGBTI qui nous permette de gagner d'abord pour améliorer nos conditions de vie et de travail mais aussi pour changer la société...

Dossier coordonné par la commission LGBTI du NPA

DROITS DES TRANS MÉPRISÉS, PMA AU RABAIS, LGBTI EXPULSÉ·E·S

POUR UNE PRIDE LUTTE DE CLASSE!



LA LUTTE CONTRE LES LGBTIPHOBIES EST INTERNATIONALE!

L'histoire des luttes pour l'émancipation des LGBTI n'est pas linéaire. Elle est, comme l'histoire de la lutte des classes, secouée de flux et de reflux. L'extrême droite, partout, se sert des LGBTI comme arme de guerre, comme c'est le cas en Palestine avec la promotion d'Israël, prétendu « paradis des LGBTI ».

Les puissances occidentales qui ont colonisé les populations sur tout le globe ont tenté d'imposer, partout, un modèle hétéropatriarcal. Aidés de leurs missionnaires, ils ont exporté la loi britannique homophobe dans toutes leurs colonies (Ouganda, Palestine, Inde, etc.). Dans la bande de Gaza, cette loi est toujours en place, alors qu'à la fin du mandat britannique, la Cisjordanie a abandonné progressivement les lois qui étaient en vigueur, et toute référence à une interdiction de l'homosexualité a disparu. En Ouganda, en 2015, c'est sous l'influence de pasteurs évangélistes étatsuniens que les lois criminalisant l'homosexualité ont été renforcées. En France, c'est seulement en 1982 que la dépénalisation totale de l'homosexualité a été prononcée. Les avancées des droits des personnes LGBTI ont toujours été le fruit des luttes contre la réaction et l'obscurantisme.

Notre solidarité est internationale

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite au Brésil, avec Bolsonaro, fut un recul pour les LGBTI. Notamment pour les plus précarisés, les malades,



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

les travailleurEs du sexe, les personnes trans. Avec 175 assassinats recensés en 2020, le Brésil est le pays au monde qui compte le plus d'assassinats transphobes. En Hongrie, le Parlement a voté le 15 juin dernier une loi interdisant la représentation de l'homosexualité et de la transidentité dans l'espace public, et la « promotion de l'homosexualité » auprès des mineurEs. Le parti conservateur au pouvoir en Pologne et son président Duda s'en prennent violemment aux LGBTI et essaient d'y instaurer des zones anti-LGBTI. En Tunisie, la police traque spécifiquement

les militantEs LGBTI. Elle pratique arrestations arbitraires, agressions physiques, menaces de viol et de meurtre, et bafoue le droit d'accéder à une assistance juridique. Ces personnes ont été harcelées sur les réseaux sociaux, où leurs informations personnelles (adresses, numéros de téléphone, orientation sexuelle) ont été divulguées. La commission LGBTI du NPA a rencontré en mars dernier les camarades de Damj (association pour la justice et l'égalité) en Tunisie, et nous tissons des liens de solidarité internationaliste.

Tarik Safraoui

« PINKWASHING » : L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

À l'occasion du mois des fiertés LGBTI en juin, le gouvernement a sorti une nouvelle campagne contre les LGBTIphobies plus que douteuse...

Des affiches « Oui, mon pote est gay » ou « Oui, ma fille est lesbienne », accompagnées du bandeau « Face à l'intolérance, à nous de faire la différence » sont apparues dans nos rues. Cette campagne est insultante pour nos luttes, comme si le problème résidait dans de simples discriminations individuelles et non dans un système d'oppression où les LGBTIphobies d'État ont toute leur part.

On est pas là pour décorer, on détruira votre société!

Nous refusons d'être une caution de « progressisme » pour ce gouvernement qui multiplie les lois antisociales, autoritaires et réactionnaires. Cette pratique du « pinkwashing », technique de communication d'utilisation des luttes LGBTI dans le but d'améliorer son image, est récurrente lors du mois des fiertés de la part d'États ou d'entreprises capitalistes. Nos luttes ne sont pas là pour décorer et encore moins lorsqu'elles sont utilisées par des gouvernements qui nous oppriment en nous empêchant de gagner de nouveaux droits et d'améliorer nos conditions de vie. Alors que le Royaume-Uni a annoncé l'interdiction des thérapies de conversion, utilisées dans le but de changer l'orientation



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

sexuelle ou l'identité de genre des LGBTI, la France est encore à la traîne sur le sujet. Ces pratiques de torture physique et psychologique sont inhumaines et devraient être formellement interdites par notre législation. Le gouvernement refuse de voter une véritable loi d'interdiction de ces « thérapies ». Dans un premier temps, Marlène Schiappa voulait intégrer cela dans la très islamophobe loi « séparatiste ». Finalement Élisabeth Moreno a sorti uniquement une circulaire rappelant les dispositifs déjà existants, largement insuffisants et critiqués par les associations de victimes. Cette circulaire est

sortie discrètement pour ne pas froisser les homophobes de LREM, à commencer par Gérard Darmanin, fervent défenseur de La Manif pour tous, qui s'était fortement opposé à l'ouverture du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels. Dans les luttes LGBTI, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et non sur ce gouvernement adepte du pinkwashing. Notre tâche est bien celle de lutter contre toute forme de pinkwashing en France comme à l'internationale, et de revendiquer une lutte LGBTI, autonome des capitalistes et leurs institutions!

Romain Houzet

LA PMA, TOUT DE SUITE, MAINTENANT, ÇA NE SE NÉGOCIE PAS!

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, réclamée depuis des années par de nombreuses associations LGBTI et de familles existant malgré tout après des parcours semés d'embûches à l'étranger, l'ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples de lesbiennes pourrait voir le jour très bientôt, si la loi bioéthique est adoptée...

Le projet de loi « bioéthique » a été présenté en Conseil des ministres le 24 juillet 2019, et n'a pas réussi à faire consensus au sein du Parlement. Le texte vient de passer en 3^e lecture à l'Assemblée nationale, puis devra passer au Sénat à partir du 24 juin.

Trois ans de débats parlementaires

Si l'Assemblée nationale semble plus à même d'adhérer à un projet de loi issu de sa majorité, ce n'est pas le cas pour le Sénat qui avait en deuxième lecture vidé le texte de ses mesures phares : ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires et possibilité de l'autoconservation des gamètes, pourtant nécessaire aux femmes trans qui voudraient s'en servir dans le cadre futur d'une PMA. Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement cherche à s'acheter une vision progressiste de la part des LGBTI, en vue des élections. Le gouvernement

Hollande avait fait la même chose en 2013, lors du Mariage pour tous. Le projet de loi nous est insuffisant. C'est pourquoi nous avons initié un rassemblement unitaire le 9 juin dernier, devant l'Assemblée nationale, qui a réuni plus de 300 personnes!

Une loi au rabais

Également passée sous silence, la proposition d'encadrer le libre choix de l'appariement afin que les couples de lesbiennes et femmes seules racisées puissent choisir des gamètes correspondant, ou non, à leurs origines. Ce libre choix de l'appariement permettrait ainsi d'éviter un métissage forcé. D'autres techniques alternatives ont également été rejetées par le Parlement, comme la méthode ROPA qui permet à un couple de femmes de participer pleinement au processus, l'une d'entre elles apportant l'ovule à sa compagne qui porte ainsi l'enfant dans son ventre. Ce projet de loi, qui n'est donc pas certain

de passer au vu de la composition du Sénat, n'est même pas suffisant au vu de ces recoupements lesbophobes, racistes, et transphobes, nous laissant avec une loi au rabais. Comme nous le rappelions lors du bilan de notre rencontre nationale¹, « la montée de l'extrême droite voire son entrée au pouvoir a des conséquences concrètes sur nos vies ». Et le fait que cette loi, que nous avons attendue tant d'années, se voit vidée de toutes ces propositions concrètes, est un signe de la montée de la réaction, et donc, de l'extrême droite. Notre tâche est celle d'imposer nos propres modèles de familles, avec une PMA qui convienne à toutes celles et tous ceux qui veulent pouvoir fonder une famille qui sorte du schéma hétérosexuel. Le combat pour une PMA accessible à toutes et tous est une lutte féministe, antiraciste, antifasciste!

Marlène Ducasse

¹ - Rencontre organisée les 20 et 21 mars derniers. Voir *L'Anticapitaliste* n°562

L'EXTRÊME DROITE EST LA PIRE ENNEMIE DES LGBTI!

Aujourd'hui, l'extrême droite se prétend protectrice des LGBTI contre les musulmanEs qui seraient le principal danger pour nous. Pourtant, c'est bien l'extrême droite qu'on a vu manifester aux côtés de La Manif pour tous contre nos droits, comme elle l'avait déjà fait au moment du PACS. C'est bien elle qui multiplie les agressions, attaque les marches lesbiennes ou intimide Alice Coffin à Rouen. C'est bien elle qui vote contre la PMA, qui veut couper les aides publiques aux associations LGBTI.

Ce qui anime l'essentiel des droites et extrêmes droites partout dans le monde, c'est une « croisade anti-genre ». Celle-ci consiste en l'opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, au droit à l'avortement, à l'extension de la PMA, à l'éducation sexuelle et au consentement, aux législations anti-discriminatoires ou enfin aux droits des personnes trans, bref au peu de droits que les LGBTI peuvent posséder sous ce système. Elle va aussi de pair avec des discours et des politiques racistes. En attaquant les droits des femmes, des personnes LGBTI, les extrêmes droites veulent restaurer le cadre de la famille hétérosexuelle dominée par le patriarcat. En imposant ce cadre familial comme seule référence, en limitant l'accès à la contraception et à l'avortement, il s'agit de relancer la natalité « autochtone » face au « grand remplacement » pour garantir que l'Occident restera bien blanc et chrétien. Dans ce contexte, les LGBTI menacent cet ordre patriarcal, raciste et capitaliste. Cette jonction entre théorie du « grand remplacement » et « croisade anti-genre » au cœur des nationalismes actuels permet de réactiver les discours antisémites traditionnels. Soros est ainsi



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

accusé de comploter en organisant « l'immigration de masse » et en finançant l'avancée de la « théorie du genre » dans le but de détruire « l'Occident chrétien ».

Antifascistes, tant qu'il le faudra!

En France, c'est La Manif pour tous qui sort dans les rues contre la PMA et la GPA, dénoncée par des centaines d'enfants ayant subi cette propagande et les thérapies de conversion au sein de leurs familles. Car si LMPT s'oppose à nos modèles de famille, loin du carcan hétérosexuel, elle instrumentalise les enfants à des fins LGBTIphobes. Aujourd'hui, face aux avancées de l'extrême droite et à la perspective de l'arrivée au pouvoir

de Marine Le Pen en 2022, il y a urgence à reconstruire un mouvement antifasciste de masse, implanté sur tout le territoire. Ce mouvement devra prendre en compte la question des LGBTIphobies. Cela ne pourra se faire que si nous sommes capables de rebâtir un mouvement LGBTI unitaire et radical, capable de mobiliser. Le NPA, et sa commission LGBTI, prendront leur part dans ce travail de reconstruction en prenant appui sur la mobilisation des 3 et 4 juillet à Perpignan contre le congrès du RN, après la réussite de la mobilisation du 12 juin, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers personnes contre l'extrême droite et pour les libertés démocratiques.

Sally Brina

TRANS OPPRIMÉ·E·S: IL FAUT CHANGER DE SOCIÉTÉ

Le 9 juin dernier, l'amendement visant à ouvrir la PMA aux personnes trans a été largement rejeté, dans un silence assourdissant. Preuve, s'il en est besoin, de la transphobie d'État, dont la politique eugéniste interdisait avant 2016 de transitionner sans se faire stériliser, alors que pas une semaine ne se passe sans qu'une surenchère médiatique n'intervienne sur le péril de la théorie du genre...

Partout dans le monde, les droits des personnes trans reculent. Au Royaume-Uni, les bloqueurs de puberté ont été interdits aux enfants trans en dessous de 16 ans (trop tard pour qu'ils soient efficaces). Aux USA, les lois réprimant les personnes trans, que ce soit dans le domaine sportif, social ou dans l'accès au soin, se sont multipliées, faisant de cette année la première en termes de législations transphobes. Partout, la crise du Covid-19 a touché de plein fouet les personnes trans, appartenant souvent aux couches les plus pauvres du prolétariat (travailleurEs du sexe notamment). Sous le capitalisme, les femmes assurent un travail non rémunéré nécessaire à la reproduction de la force de travail, dans toutes les sphères. Au travers de l'institution de la famille bourgeoise hétérosexuelle, la bourgeoisie conserve son capital et se reproduit grâce à l'héritage, et profite de la gratuité du travail des femmes pour accroître l'accumulation du capital. C'est pour cela que la naturalisation des rapports de genre est nécessaire à la classe dominante et que les personnes trans, qui révèlent sa supercherie, par leur trajectoire d'une catégorie à l'autre, sont réprimées. Cette répression



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

s'exprime par un déclassement et un isolement qui les exclut du monde du travail, de l'institution familiale et de l'accès aux services publics.

Pas de libération des trans sans changement de société!

C'est pourquoi il n'y aura pas de libération trans sans destruction du système capitaliste de par son fonctionnement et ses mécanismes. Non seulement il exclut les personnes trans, mais il est aussi incapable de répondre aux besoins de cette population particulièrement précaire : logement, nourriture, soins médicaux, éducation... Si les associations ont abattu un travail colossal pendant la pandémie, limitant les dégâts grâce à des hébergements

d'urgence et des colis alimentaires distribués (FAST, Acceptess-T), elles ne peuvent aujourd'hui que traiter les conséquences de problèmes politiques structurels. Plus que jamais, à l'heure où l'extrême droite menace nos vies, le mouvement ouvrier et les LGBTI doivent avancer main dans la main pour renverser ce système qui nous fait crever, comme c'est déjà le cas en Colombie où les femmes trans sont en première ligne contre la répression militaire et policière des mobilisations. Parce que ce n'est pas le pinkwashing qui nous libérera, mais bien la révolution qui nous permettra de construire une société libérée de tout type d'exploitation, d'oppression et d'aliénation.

Benjamine Yrrah

FAIRE DES MARCHES DES FIERTÉS UN MOMENT DE LUTTE DES CLASSES

Chaque année, les Marches des Fiertés réunissent énormément de monde dans les rues, jusqu'à 500 000 personnes à Paris. Bien qu'elles montrent que les LGBTIphobies sont toujours d'actualité et qu'il faut lutter, elles sont depuis longtemps marquées par le pinkwashing des défenseurs d'Israël et des entreprises, et par la présence de la police.

Pour nous, il est primordial que la lutte des classes soit au cœur des Marches des Fiertés. En effet, c'est bien le système capitaliste qui nous opprime. Nous, LGBTI et prolétaires, avons beaucoup plus à gagner à l'unité de notre classe. Les revendications actuelles comme la PMA remboursée pour touTEs sont vitales pour notre classe. Sans cette mesure, les couples de femmes aux revenus insuffisants ne peuvent pas faire d'enfants, quand les plus aisées vont à l'étranger (État espagnol, Belgique...) et paient des sommes astronomiques pour avoir le droit de fonder leur famille. Les personnes intersexes subissent des mutilations, qui ont souvent pour conséquence des handicaps, physiques ou psychiques, les enfonçant encore plus dans la précarité.

Les Marches des Fiertés doivent être des moments de revendication et de politisation. Il ne doit plus uniquement être question d'occuper l'espace public pendant un après-midi, bien que ces manifestations soient importantes pour une communauté

invisibilisée toute l'année, mais surtout un élément du rapport de forces nous permettant d'obtenir des victoires sur nos revendications.

Pas de flics dans nos manifs

Nous ne défendons pas les mêmes idées que le FLAG, association de flics LGBT, et nous refusons de vendre nos fiertés à des entreprises comme Mastercard, qui, sous couvert de soutenir les luttes LGBTI, s'achètent à peu de frais une bonne image auprès de nos communautés pour faire oublier leur rôle dans l'exploitation capitaliste. La crise sanitaire a provoqué des changements dans l'organisation de la Pride parisienne, le 26 juin. Il n'y aura cette année pas de chars commerciaux. Le FLAG a annoncé ne pas participer à la manifestation car cette association sent qu'elle n'est plus la bienvenue dans nos Prides. Tant mieux, car la police n'a pas sa place dans nos luttes. N'est-ce pas la même police qui use quotidiennement d'insultes homophobes envers les personnes arrêtées, qui frappe, mutilé, viole notre classe?

Un pôle de luttes

Les Marches des Fiertés doivent aussi permettre la convergence des LGBTI avec l'ensemble du prolétariat. Nous ne devons pas jouer le jeu de la droite et laisser l'homonationalisme gangréner nos rangs. Cette convergence a une histoire. On peut citer le mouvement Lesbians and Gays Support the Miners en Angleterre qui organisa des collectes de fonds pour supporter la grève des mineurs sous Thatcher. Nous devons lutter ensemble pour gagner. Nous nous saisissons de ce contexte particulier pour créer un pôle des luttes au sein de la marche proposée par l'Inter LGBT. La commission LGBTI du NPA, Act-up Paris, Acceptess-T, FierEs, entre autres, appellent à rejoindre ce pôle pour porter nos revendications. Soyons les plus nombreux et nombreuses possibles au pôle des luttes, en tête de manifestation, ce 26 juin 2021 à Paris! Parce que nos fiertés sont anticapitalistes, antiracistes, antisexistes, antifascistes et révolutionnaires!

Salomé Angelini

VILLE DE PARIS Mobilisation des territoriaux: fin du premier round

Le 18 juin 2021 s'est tenu le comité technique central (instance de « dialogue social » réunissant représentantEs de l'employeur et des salariéEs) autour des modalités d'application du volet « temps de travail » de la loi de transformation de la fonction publique.

Le bilan peut se résumer en quelques mots : il s'agit, pour les 60 000 agentEs de la collectivité d'un recul historique, avec une augmentation conséquente du temps de travail, mais la mobilisation des agentEs a permis de limiter la casse en imposant quelques reculs sur le projet initial.

L'image politique d'Anne Hidalgo en jeu

L'agenda politique d'Anne Hidalgo « présidentielle » l'a rendue fragile face à la menace d'une mobilisation qui l'attaquait sur une question aussi sensible que le temps de travail. Elle a dû renoncer par deux fois à se rendre à des meetings où l'attendaient quelques poignées de grévistes avec banderoles et slogans. Pour justifier le recul social infligé aux agentEs, l'exécutif parisien n'a pas trouvé d'autre argument que les contraintes légales, renonçant à toute bataille politique, et cherchant même à se placer en « protecteur des agents » pour avoir pris le soin de leur lâcher quelques compensations. Il serait tout à fait cruel de rappeler que la seule augmentation du temps de travail depuis 150 ans fut l'œuvre du gouvernement de Pétain, le parallèle s'arrête là. N'empêche, Hidalgo a eu du bol que le mouvement ne soit pas plus visible, parce qu'aller briguer les voix des électeurEs français, dont deux millions de territoriaux, en prétendant incarner le progrès social quand on fait tout le contraire en tant qu'employeur, c'est pas gagné...

À très courte échéance, on verra comment Hidalgo va faire passer au Conseil de Paris ce recul social : en accord avec les groupes PCF, ÉELV et Génération.s, qui font partie de la majorité municipale, ou en s'appuyant sur le groupe LREM ? Dans une période de crise généralisée, sanitaire, économique, sociale, mais aussi idéologique, il apparaît clairement que cette gauche de gestion, qui assume ses renoncements sur le seul argument du « moins pire qu'en face » n'est pas en mesure de combattre l'extrême droite. La lâcheté politique ne convaincra pas notre camp social.

Quelles perspectives ?

Le résultat des votes en comité technique du 18 juin est un échec retentissant pour la Ville. Hormis la CFDT qui s'est abstenue, toutes les organisations syndicales ont voté contre le texte qui sera présenté au conseil municipal de juillet. À l'automne, la question des cycles de travail sera discutée dans les comités techniques de chaque direction. Il s'agira alors de relancer la mobilisation, sur la question des sujétions spécifiques à chaque métier. La mobilisation a en effet permis l'émergence de revendications et l'éveil d'une partie des collègues, particulièrement celles et ceux qui ont été en première ligne depuis 15 mois, et sentent clairement que les nouveaux rythmes de travail ne seront pas tenables. Elle a également permis de populariser des mots d'ordre sur les liens entre la question du temps de travail et celles de l'avenir des services publics, du chômage de masse, de l'écologie. On le sait depuis 200 ans, la lutte pour la diminution du temps de travail et le partage du travail ne s'arrêtera pas... tant qu'on n'aura pas gagné!

CorrespondantEs

COVID-19 Sourires dans la rue... jusqu'à quand ?

Prenez déjà la peine de vérifier ce qui donne la banane à Castex : « Nous avons eu raison de choisir la voie médiane, nous avons fait les bons choix » ; « la vaccination s'accélère » ; « nous allons pouvoir tourner la page si nous restons prudents ».

La «voie médiane» ?

Le calendrier du troisième confinement se caractérise en France par un décalage inexplicable par les données sanitaires : les décisions prises en mars auraient pu être prises dès janvier (suivant l'avis du 29 janvier du « conseil scientifique »), et le Monde a calculé (édition du 18 juin) que le coût humain de ce décalage est de l'ordre de 14 000 morts, près de 112 000 hospitalisations, dont 28 000 en réanimation et de 160 000 Covid longs supplémentaires.

Les raisons de cette décision, nous les avons déjà repérées et dénoncées : le monarque décide en fonction de ce qu'il peut valoriser, et se pose en défenseur des libertés, puis en protecteur du peuple, et relâche le confinement juste avant les élections... On verra si cette tactique qui fait passer la communication politicarde avant le bien commun aura profité à son parti ; mais il est certain qu'elle se paye en souffrances et en morts supplémentaires.

«La vaccination s'accélère» ?

À entendre cette affirmation répétée, tout le monde serait déjà protégé par le vaccin. Mais la réalité est tout autre : pour 100 personnes, 79 doses injectées en France, ce qui la place au 11^e rang des pays de l'Union européenne et au 31^e rang mondial. Tous les pays voisins font mieux. Mais surtout, on reste au rythme que nous avions déjà calculé, d'environ deux millions de personnes complètement vaccinées en plus chaque semaine, 18 millions au 18 juin (34 % de plus de 18 ans), donc très loin de l'immunité collective, qui devrait survenir au milieu de l'automne, si ce rythme persiste. Ce n'est pas forcément le cas : dorénavant, on voit ralentir le rythme des premières injections, et la demande risque de fléchir encore

On ne peut pas boudier son plaisir : croiser dans la rue des visages et non seulement des yeux, ça fait du bien. Être de nouveau libres d'aller où on veut quand on veut, ce qui est rappelons-le un droit humain garanti par la Constitution, c'est d'autant plus appréciable qu'on ne peut pas dire que la restriction de ce droit ait été décidée à l'issue d'une décision démocratique. Mais pour autant, que penser de cette situation sanitaire qui voit le recul rapide, en France, de l'épidémie de Covid-19 ?

officiels... La course macabre continue.

Donc tourner la page, c'est obtenir la levée des brevets et la production de masse des vaccins, accessibles partout dans le monde. Le coût financier collectif sera dérisoire pour les pays riches au regard de ce que cela permettra d'économies au plan humain dans les pays pauvres, et la perte nulle pour les labos, qui se sont déjà largement remboursés de leurs investissements.

Une quatrième vague ?

Les événements sportifs en cours ou qui se profilent, notamment les jeux Olympiques au Japon, mais aussi l'Euro de foot ou la Copa America au Brésil, qui viennent de commencer, sont autant de prises de risques d'augmentation de l'épidémie et de diffusion de nouveaux variants. Au Japon la population est très majoritairement contre le maintien des JO, mais là-bas comme ici la santé vient après les spectacles à rentabiliser.

En conclusion, bien que la prophétie soit un art difficile, il n'y a que des raisons de croire à une quatrième vague à la fin de l'été : plafonnement de la vaccination, baisse des précautions durant l'été, extension du variant delta ou d'un autre candidat pour le supplanter, et toujours ce gouvernement qui promet de faire encore mieux en gardant les méthodes du pire, celles qui excluent la population, les soignantEs, les scientifiques, des décisions permettant d'enrayer la dynamique, et qui privilégient les choix économiques de courte vue, ceux qui protègent les intérêts privés, au détriment de la santé de la population humaine dans son ensemble, et dans le petit coin du monde appelé France. À nous de nous organiser pour arracher la levée des brevets et prévoir une organisation efficace des stratégies de lutte contre le Covid-19, au-delà de celle que nous concocteront Macron, Castex, Vèran et consorts en fonction de leurs seuls intérêts électoraux.

Philippe Michaud

MACRON SALIVE LA FRANCE



été. Pourtant, la vaccination massive des personnes âgées de plus de 65 ans a réduit leur part dans les hospitalisations. Il faut encourager toutEs les adultes à franchir le pas, sans contrainte ni fausse information.

«Nous allons pouvoir tourner la page» ?

Les habitantEs d'Europe occidentale, peut-être, à condition qu'un variant n'échappe pas à l'immunité donnée par le vaccin ou par une infection antérieure. Cela ne semble pas encore être le cas, même si des alertes ont eu lieu, comme aux Maldives où l'épidémie est repartie à la hausse lors de l'arrivée du variant delta (naguère « indien ») malgré une

couverture vaccinale considérée comme excellente – en fait 39% de la population vaccinée seulement, ce qui fait que l'on ne peut conclure à un échappement. En fait, c'est là où la politique rejoint la morale, il n'est pas possible de se considérer comme tirés d'affaire sans arrêter la pandémie partout où elle se propage, avec une éradication du virus par une vaccination universelle. Actuellement, les rebonds épidémiques sont liés à la substitution de variants plus contagieux à ceux qui le sont moins, ou à l'apparition du virus, quel que soit le variant, dans des régions jusqu'à présent épargnées. Près de quatre millions de morts du fait du Covid-19 ont été recensés dans le monde, mais l'OMS estime qu'il faut multiplier par deux à trois pour obtenir la réalité de la surmortalité. En Inde, on parle de 10 fois les chiffres officiels ; au Brésil (un demi-million officiellement) de six fois les chiffres

PLATEFORMES Respect et dignité pour les livreurEs !

Le 18 juin, le Collectif des livreurs autonomes de plateformes (CLAP) organisait un rassemblement place de la République à Paris suite à plusieurs agressions racistes de livreurEs ces dernières semaines ; l'occasion pour ces travailleurEs, en première ligne pendant le covid, de libérer leur parole.

TraitéEs d'esclaves, roués de coups ou victimes d'insultes négrophobes : pour la cinquantaine de livreurs d'origine africaine présents, ce rassemblement, fortement médiatisé, a permis de révéler au grand jour les discriminations qu'ils subissent au quotidien et qui viennent s'ajouter à des conditions de travail éprouvantes.

L'ubérisation, un esclavagisme 2.0 ?

Les plateformes qui les emploient, à commencer par UberEats qui a promis l'installation d'un bouton



anti-discrimination, ont bon dos de s'indigner, elles qui prospèrent sur l'exploitation forcée de ces travailleurEs, pour beaucoup sans papiers comme à Frichi, poursuivi aux prud'hommes par une centaine d'entre eux le

3 décembre prochain (cf. L'Anticapitaliste n°527).

En faisant travailler les livreurEs quand elles veulent, au prix qu'elles fixent unilatéralement et en les remerciant sans plus de forme, comment les plateformes

peuvent-elles s'étonner des réactions racistes de certains clientEs et restaurateurs considérant les livreurs comme des esclaves ? Dans un sursaut de dignité qui ne demande qu'à s'élargir (un nouveau rendez-vous a été donné sur la place de la République le 18 juillet prochain, toujours à 15h), les livreurEs sont bien décidés à s'organiser pour se soutenir mutuellement en cas d'agression, là où la majorité, par la voix de la ministre et candidate aux régionales Marlène Schiappa, ne leur propose... qu'une salle de pause! LD

SANTÉ Un débat parlementaire sur l'AAH révélateur de l'ignominie du pouvoir

L'allocation d'adulte handicapé (AAH), créée en 1971, est une prestation sociale versée par les Caisses d'allocations familiales (CAF) à plus de 1,2 million de personnes. Son montant dépend de plusieurs critères : le degré de handicap du bénéficiaire, son âge, sa résidence et sa situation familiale. L'allocation maximum de 903,60 euros mensuels en 2021 est inférieure au seuil de pauvreté mais peut néanmoins être diminuée en raison d'un dispositif au nom barbare de « conjugalisation ».

La « conjugalisation » consiste à prendre en compte les revenus du conjoint dans le calcul de l'AAH des personnes vivant en couple. Les associations de défense

des droits des personnes en situation de handicap demandent donc depuis une quinzaine d'années la déconjonction de cette prestation sociale, mais en vain.

CLINIQUE RIVE DROITE À LORMONT (33) Après 22 jours de grève, une revendication vieille de 15 ans arrachée

Les salariées de la clinique s'étaient mises en grève le 17 mai, en pleine négociation salariale (voir *Anticapitaliste* n°572). Après 22 jours de lutte, elles ont fait céder la direction.

Au plus fort du mouvement, 50% des salariées ont été en grève. Elles exigeaient une augmentation mensuelle de 100 euros pour toutes; la direction avait concédé, durant les négociations, une augmentation de 60 euros brut mensuel pour les infirmières de chirurgie et d'ambulatorio, la majoration de la prime de nuit de 10 à 11% du salaire de base, des heures supplémentaires à 50% jusqu'au 30 septembre, plusieurs postes, mais rien sur les salaires pour toutes.

Les salaires, toujours les salaires

Les 160 euros net mensuel du Ségur et les mesures à venir, rappelées sans cesse par la direction, ne faisaient pas l'affaire. En effet, les salaires font partie des plus bas du groupe GBNA auquel appartient la clinique. Ils sont inférieurs d'environ 200 euros net à qualification et ancienneté égales, à ceux de la clinique Bordeaux Nord du même groupe. Ce qui n'attire guère les collègues alors qu'il manque du personnel partout. Les 4 et 7 juin, la direction du groupe a fini par rencontrer la délégation de grévistes, sans rien lâcher de plus. Le 8, pendant que de nouvelles négociations se tenaient à la clinique, une quinzaine de grévistes sont allées au siège du



groupe, à la clinique Bordeaux Nord, où le syndicat CGT avait appelé à débrayer en solidarité avec les grévistes et pour leurs propres revendications. Une trentaine de salariées de la clinique ont répondu présent, ainsi que des soutiens extérieurs, dont des militants interpro CGT, de la santé privée, des camarades du NPA dont nos élues de Cenon et Lormont, des représentants de l'UD et l'USD 33... Le directeur du groupe, venu prendre la température, n'a pas été déçu. Il a dû se confronter à la colère des collègues en grève depuis 22 jours, ainsi qu'aux

salariées de la clinique Bordeaux Nord où les négociations annuelles étaient aussi en cours. Lors de l'assemblée générale tenue sur le parvis, il avait été décidé d'aller dans les autres établissements du groupe dès le lendemain. Une extension que craignait la direction. De retour dans leur clinique, les grévistes ont appris la proposition de la direction de payer les 12h de travail... 12h au lieu de 11h40 jusque-là! C'est bien le moindre des choses mais c'était une exigence de 15 ans qui représente un gain de cinq jours de repos, l'équivalent

de 50 euros brut mensuel. Pour les retenues des jours de grève, elles seraient étalées jusqu'au 30 septembre. Après consultation des collègues, la reprise a été décidée, avec l'intention de se remettre en grève si les postes n'étaient pas pourvus et si des salariées étaient victimes de représailles, comme l'avait un temps menacé la direction. Des liens forts se sont tissés au cours de ces 22 jours et depuis entre des salariées du groupe, mais aussi avec les militants venus les soutenir, précieux pour la suite... **Isabelle Larroquet**

SNCF Mobilisations pour les conditions de travail et les salaires

Ces derniers mois, le chemin de fer a vu se multiplier à de nombreux endroits des mouvements de grève, pour l'instant localisés.

Si le premier confinement, à la faveur de la baisse d'activité, de la réduction du nombre de trains en circulation et du nombre de cheminotEs présents sur les lieux de production, a momentanément enrayé les dynamiques de mobilisation collective, la colère ne s'en est pas moins accumulée.

Quelques reculs de la direction mais l'offensive se poursuit

La « reprise » de l'activité après les deux premiers confinements s'est surtout traduite par la mise en

place d'une organisation du travail dégradant à la fois les conditions de travail et de rémunération. Le tout dans un contexte de saignée des effectifs et de reprise des restructurations dans plusieurs services. À l'aiguillage, au matériel, à la conduite, au commercial, à la maintenance de l'infrastructure, des mouvements ont essaimé depuis décembre 2020 à plusieurs endroits, autour de revendications exprimant le manque d'effectifs et les exigences d'augmentation des salaires. Si la direction a bien pris quelques mesures destinées à atténuer, voir

dans certains cas éliminer ces pertes, elle n'en a pris quasiment aucune en matière de conditions de travail. En effet, alors même que le nombre de trains en circulation est en baisse, elle a concentré les trains restants sur un nombre encore plus réduit de journées de service.

Converger, étendre le mouvement

C'est dans ce contexte que les mobilisations à la conduite se sont multipliées dans plusieurs dépôts en IDF. Compte tenu de la stratégie de la direction consistant

à envoyer son « pool fac » (équipe d'une centaine de conducteurs jaunes payés 1500 euros de plus que leurs collègues pour remplacer les grévistes), la volonté a rapidement émergé de coordonner la riposte et choisir des dates communes.

C'est ainsi que s'est imposée dans le paysage la date du lundi 21 juin à plusieurs dépôts en IDF, à l'initiative des dépôts de Paris-Sud-Est, suivi par ceux de Paris-Rive-Gauche, puis Paris Saint-Lazare et Paris-Est. La participation à la grève a été massive dans ces dépôts. Se pose évidemment la question des suites, ces mouvements étant à ce jour des mouvements locaux s'étant organisés pour tomber le même jour, bien plus d'ailleurs qu'un réel mouvement convergent avec une stratégie commune.

Correspondant

aussi victimes de la subordination à leur conjoint en raison du manque d'autonomie financière. Les organismes de sécurité sociale, notamment les CAF, multiplient les moyens de contrôler les assuréEs sociaux sous prétexte de lutter contre les fraudes. Le très faible montant de l'AAH oblige ces personnes à vivre auprès d'unE conjointE avec parfois de graves conséquences car le constat a été établi d'une aggravation des situations de violences conjugales dans ces circonstances.

... et plus particulièrement pour les femmes

C'est au nom de la solidarité familiale que sont attribuées l'AAH et d'autres aides sociales. Cette logique implique une dépendance des femmes vis-à-vis de leur conjoint. Quand 5,8% des femmes sont victimes de violences au sein de leur

couple, ce sont 9% des femmes handicapées qui en sont victimes. L'autonomie, par rapport à la famille, des jeunes, des femmes, des personnes malades ou handicapées doit être défendue, pour toutes et tous. Avec le slogan « Mon AAH, mon autonomie », Act'up Paris rappelle que « les personnes en situation de handicap et/ou atteintes de maladies invalidantes chroniques font partie de la société ». La conjugalisation des prestations favorise la dépendance, accentue les rapports de domination.

Un enjeu pour l'ensemble de la protection sociale

Le gouvernement a évité, lors du débat de l'Assemblée nationale, que l'individualisation de l'AAH soit votée, malgré l'opposition de la gauche, de la droite et d'une partie de LREM, en procédant au

vote bloqué qui ne permet pas de soumettre au vote les amendement autres que ceux choisis par le gouvernement. Sophie Cluzel, la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées, a déclaré que l'individualisation de l'AAH « remettrait en cause les fondements mêmes de notre système dans lequel la solidarité nationale doit s'articuler avec les solidarités familiales ». Ce discours est révélateur de la conception de la sécurité sociale par les libéraux de tous bords jusqu'à l'extrême droite. Un des moyens de saboter la sécurité sociale et la protection sociale est de faire dépendre du niveau des revenus familiaux le montant des indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident, des allocations familiales, des prestations chômage, des remboursements de la Sécurité sociale, les pensions, autrement dit de soumettre ces acquis à un plafond de ressources

afin qu'ils deviennent des aides sociales complétées par des institutions complémentaires privées accessibles si on en a les moyens. Un principe fondamental et solidaire de la sécu « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » est toujours davantage bafoué.

Poursuivre et élargir la mobilisation!

À l'initiative d'associations de personnes handicapées, une pétition a recueilli plus de 100 000 signatures, et des manifestations de rue ont favorisé l'élaboration du projet de loi sabordé par le gouvernement. Nous sommes touTEs concernées, c'est touTEs ensemble que l'on pourra imposer les mesures sociales, économiques et d'émancipation en faveur des personnes handicapées et de l'immense majorité de la population. **S. Bernard**

ENTREPRISES Malgré les mobilisations, la casse des fonderies continue

Dans toutes les fonderies menacées, les luttes et les résistances du printemps n'ont pas réussi à empêcher la poursuite des plans patronaux de liquidation, de fermeture ou de vente. Des mauvais coups renouvelés se préparent pour cet été.

Les salariéEs de la fonderie Fonte du Poitou à Ingrandes, dans la Vienne, viennent d'apprendre que leur entreprise s'achemine vers le placement en liquidation judiciaire, probablement dès ce mois de juillet. Les représentants syndicaux en ont été informés officiellement. 290 emplois sont en cours de suppression. À la fonderie de Saint-Claude, MBF Aluminium, un seul repreneur a déposé un dossier. Plusieurs fois reporté, le délibéré du tribunal de commerce de Dijon devait être rendu mardi 22 juin. 300 emplois, en comptant les intérimaires, sont menacés.

Toujours pas de repreneur à la SAM à Decazeville

À la SAM de Decazeville, c'est toujours l'attente d'un repreneur. Une grève de 23 jours s'était arrêtée le 6 mai après un engagement écrit de Renault garantissant des commandes permettant d'envisager le maintien de 250 emplois sur les 350 en activité aujourd'hui. Cette promesse semblait un plus par rapport aux suppressions de 200 emplois annoncées par le groupe CIE Automotive basé à Bilbao. Mais le groupe CIE, avec le soutien avéré de Renault et du gouvernement, est revenu dans la course. Son plan supprime toute l'activité bureau d'études et voudrait transformer l'usine de la SAM en simple atelier condamné à une fin certaine. La décision du tribunal de commerce, d'abord prévue pour le 3 juillet, risque d'être une nouvelle fois reportée. Réunis en assemblée générale le 15 juin, les salariéEs de la SAM ont renouvelé leur opposition à ce plan de liquidation et annoncé de nouvelles actions.

Arrêt de la grève à la fonderie de Bretagne

À la Fonderie de Bretagne, la grève s'est poursuivie pendant huit semaines avec une reprise du travail lundi 21 juin votée par les trois quarts de l'assemblée générale des grévistes. Pour la CGT, « les difficultés financières, psychologiques poussent à reprendre ». Force est de constater que la grève, restée isolée aux seules frontières de l'usine, s'effilochoit. À part huit jours de grève payés sur les huit semaines, avec l'étalement sur plusieurs mois des retraits de salaire, et une promesse de Renault d'augmenter l'activité de production de 10%, rien n'a été obtenu. Cette augmentation de production peut n'être qu'une façon de valoriser cette usine toujours à vendre, Renault n'a rien cédé sur ce point décisif.

Agir pour gagner!

La coordination entre chacune de ces fonderies attaquées était et reste bien une nécessité: cette actualité le démontre une nouvelle fois. « On est face à mur » reconnaît la CGT de la Fonderie de Bretagne. Ce qu'il faut discuter et décider, c'est comment agir et lutter pour au moins y creuser des brèches. Le 22 juin, 300 salariéEs se sont rassemblés à l'appel de syndicats CGT et Solidaires de plusieurs sites, de la fédé métallurgie CGT. Malgré la pluie, les équipes militantes de Renault Flins, Le Mans, Lardy, Guyancourt, Cléon, Choisy, Sandouville, Douai, succursales PSA Poissy, Carrières, Douvrain, Toyota Maubeuge, Fonderie du Poitou... affrontant les difficultés de mobilisation, échangeant sur leurs expériences. Avec la conscience qu'il faudrait passer à une autre phase d'intensité et de coordination des luttes pour espérer gagner.

Blog NPA auto-critique



Une enjeu pour l'autonomie de toutes les personnes handicapées...

Les personnes handicapées sont doublement dépendantes. Elles doivent souvent être assistées dans les actes de la vie quotidienne par leurs conjointEs et sont souvent



CONFÉRENCE NATIONALE PRÉSIDENTIELLE DU NPA

Durant deux semaines, les militantEs du NPA se sont réunis dans des assemblées générales locales pour discuter de l'orientation, du profil et de la candidature de notre organisation à la présidentielle de 2022. Les 26 et 27 juin, une réunion nationale aura lieu à Paris pour acter les décisions du NPA. Nous publions cette semaine des contributions des différentes plateformes qui étaient soumises au vote dans les assemblées générales locales.

Plateforme 1

UnE candidatE pour une politique d'indépendance de classe et le contrôle des travailleurEs sur la société

La CN a pour objectif de créer les conditions de la présence du NPA à la présidentielle autour d'un texte d'orientation politique rassemblant le plus largement possible, base politique pour choisir parmi nous la ou le camarade le mieux à même de le porter avec une équipe de porte-parole. L'essentiel, et le cœur de la discussion, aurait dû être la question du programme que nous voulons défendre, la discussion que l'ensemble des fractions avait refusée après en avoir adopté le principe lors du CPN de juillet dernier.

La P2 et la P4, ensemble dans le regroupement 3-4 octobre, ont préféré faire de cette CN un ersatz de congrès. Leur déclaration à l'issue du dernier CPN annonçait que la CN devait enregistrer la rupture avec le CCR. Leur premier objectif est atteint. Le départ du CCR est l'aboutissement, quoi que nous pensions de leurs méthodes antidémocratiques et proclamatoires, d'une politique de scission-exclusion engagée en juillet dernier par la 2 et la 4 contre les fractions. Et maintenant la P2 poursuit sa politique, impose son orientation quoique n'ayant pas la majorité, en imposant son candidat.

Indépendance de la gauche institutionnelle

Une telle démarche s'oppose à toute politique de rassemblement. Il est

évident que Philippe Poutou ne peut être le candidat d'une politique indépendante de la gauche de la gauche, de LFI, pour porter une voix de classe indépendante des institutions, tant politiques que sociales.

Pour tenter de dépasser ce clivage, nous avons avancé l'hypothèse de la candidature d'Olivier Besancenot, qui, lui, ne symbolisait pas l'alliance avec LFI, avec une équipe de porte-parole. Cette proposition a été repoussée, dont acte mais ce refus est politique. La 2 comme la 4 et les trois porte-parole veulent imposer au NPA une politique qui s'inscrit dans la perspective des recompositions ou plutôt des décompositions dans la gauche de la gauche, en particulier pour l'après Mélenchon. Il y a là un profond désaccord politique.

En réponse au piège institutionnel, le contrôle des travailleurEs sur la société

Partout, cette politique menée par la IV est un échec. Elle est une impasse et surtout ne répond pas aux besoins du mouvement ouvrier. Nos axes de campagne doivent intégrer les bouleversements engendrés par la faillite du capitalisme, dont la pandémie est une des manifestations, l'impasse historique dans laquelle il est.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

Nous devons travailler à une critique socialiste du capitalisme pour le contrôle des travailleurEs sur l'économie et la marche de la société, pour la transformation révolutionnaire de la société.

Répondre au drame du chômage, de la précarité, des conditions de vie, le besoin d'une politique de santé, lutter contre le risque de pandémies et répondre à la crise écologique, lutter pour les droits démocratiques, contre

le racisme et la menace de l'extrême droite, en finir avec le patriarcat, l'ensemble de ces questions convergent vers la nécessité de libérer la société du carcan de la propriété privée capitaliste, de la concurrence et de la course au profit. Le lien entre les besoins du monde du travail, de la population, des femmes, des jeunes, c'est la nécessité d'un autre mode de production, une autre façon de produire, le socialisme, le communisme.

Nous rassembler

Une telle orientation est incompatible avec une politique s'inscrivant dans une recomposition-décomposition de la gauche.

L'obstination de la 2 à vouloir imposer son orientation politique en imposant le porte-parole qui y est le plus engagé publiquement à travers l'alliance avec LFI aux régionales risque d'ouvrir une nouvelle étape de la crise du NPA. Dans ce contexte, nous pensons qu'Isabelle Larroquet, travailleuse de la santé, infirmière, militante syndicale serait une candidate en mesure de rassembler mais nous voyons bien que la discussion est piégée par le jeu des fractions. Surmonter les difficultés créées par l'obstination de la 2 passe par le dépassement des clivages pour nous rassembler le plus largement possible autour d'une orientation d'indépendance vis-à-vis de la gauche de la gauche.

C'est la seule façon de sortir du piège dans lequel la 2 et la 4 voudraient nous enfermer, au final, une campagne sans candidat, ouvrant la porte au vote pour JLM. Pour notre part, nous ne serons pas abstentionnistes et, si nous ne parvenons pas à surmonter nos divisions pour avoir notre propre candidatE, le NPA soutiendra Nathalie Arthaud.

Galia (91), Henri (65), Isabelle (33), Laurent(33), Yvan (91)

Plateforme 2

Rassembler l'organisation autour d'une candidature ouverte, anticapitaliste et révolutionnaire

Les votes des militantEs du NPA ont donné plusieurs indicateurs clairs. Le premier, indiscutable : celui de la volonté que le NPA soit présent à l'élection présidentielle. Le deuxième est la vitalité de notre organisation : malgré plusieurs mois de débats très durs, en particulier de calomnies de la part du CCR, malgré le confinement et les difficultés de la situation politique, le NPA rassemble plus de 1700 membres, et le niveau de tension interne a baissé avec le départ du courant triste que constituait le CCR. Troisième indicateur : la plateforme 2 est arrivée nettement en tête et les camarades constituant le regroupement « 3-4 octobre », favorables au rassemblement de l'organisation pour construire un vrai parti, ouvert, et pas une somme de fractions, ont rassemblé plus de 50% des voix. Le texte présenté par la PF2 a été voté majoritairement dans les assemblées générales locales. Et, bien qu'une légitime préoccupation de renouvellement de nos porte-parole se soit exprimée, y compris de notre part, force est de constater que la seule candidature qui ressort pour la présidentielle est celle de notre camarade Philippe Poutou.

Nous rassembler en discutant du fond

Ces résultats nous donnent la responsabilité de rassembler l'organisation. En effet, le contexte politique, malgré les mobilisations, reste difficile, les élections régionales ont encore montré la faiblesse des courants alternatifs à la gauche institutionnelle et le poids très important de la droite et de l'extrême droite.

Nous avons donc besoin de toutes les forces de l'organisation pour créer une dynamique pour lancer la campagne présidentielle, obtenir les parrainages, développer nos idées, construire. Cela ne peut se faire qu'autour des idées qui sont de fait largement majoritaires dans l'organisation, même si elles s'expriment de façons variées :

– La nécessité d'une riposte du monde du travail, de la jeunesse, des opprimés, pour faire face à Macron, à l'extrême droite, au patronat, la popularisation des luttes sociales, faire en sorte que les exploités et les opprimés s'organisent pour peser dans le rapport de forces et se regroupent pour exprimer politiquement leurs intérêts de classe ;

– La défense d'un programme anticapitaliste, écologiste, féministe, internationaliste, pour l'égalité des droits, face à la classe dominante, à la crise économique, écologique et sanitaire, un programme démocratique, avec notamment le partage du temps de travail et l'interdiction des suppressions d'emplois, la réquisition des grandes entreprises de l'énergie, du secteur médical...

– La nécessité de construire un parti anticapitaliste, pour la rupture révolutionnaire avec ce système, s'appuyant sur les mobilisations, qui dépasse le NPA, en s'adressant à toutes celles et ceux qui partagent cette perspective, dans les collectifs de lutte, dans les organisations comme en dehors, et toutes celles et tous ceux qui sont révoltés par le capitalisme. Un parti prêt à discuter avec les courants du mouvement ouvrier mais gardant son indépendance vis-à-vis des institutions et de la gauche institutionnelle.

La campagne que nous voulons a pour but de populariser et de mettre en œuvre de telles idées, largement partagées dans l'organisation. Une déclaration

doit être écrite lors de la conférence nationale, en cherchant à rassembler autour des compromis nécessaires pour que cette orientation s'exprime très majoritairement en conclusion de cette CN.

Nous rassembler autour de la candidature de Philippe Poutou

Des camarades estiment qu'on ne devrait pas présenter de candidatE. D'autres qu'il faudrait changer, pour des raisons variées, d'orientation, de profil, pour féminiser, renouveler, être davantage liés aux luttes de ces derniers mois. Ces préoccupations sont respectables mais, à quelques jours de la CN, force est de constater qu'aucune autre candidature n'a réellement émergé, capable de mieux exprimer ce que nous voulons dire dans cette campagne. La candidature de notre camarade Philippe Poutou est une bonne candidature. Philippe est un ouvrier licencié, au chômage, ayant été identifié comme un opposant farouche à la droite et à l'extrême droite, un camarade dont beaucoup de travailleurEs nous disent « Il est comme nous ». Légitime

en dehors de nos rangs après deux campagnes présidentielles, il nous représente, et nous voulons qu'il soit entouré de camarades porte-parole, afin de construire une campagne collective. Nous souhaitons qu'une équipe de campagne pluraliste soit mise en place à l'issue de la CN. Mais nous insistons sur le fait que si nous voulons construire une campagne collective, pour tenter de dépasser nos désaccords, cela signifie que les différents courants de l'organisation ne peuvent persister dans une démarche d'autoconstruction et doivent totalement se tourner vers la construction de la campagne commune. Les réunions nationales du NPA peuvent produire des effets contradictoires : soit approfondir les désaccords, dans une dynamique qui risquerait de mener à un échec de la campagne présidentielle ; soit, au contraire, une recherche d'un accord large susceptible de résorber les conflits internes en se positionnant par rapport à la réalité qui nous entoure, donner une nouvelle chance au NPA de se relancer autour d'une campagne dynamique, tournée vers l'extérieur, posant les bases de son dépassement.

Plateforme 3

Demandez le programme!

Nous remercions les camarades qui ont voté pour la PF3, membres ou non de la Tendance CLAIRE. Il n'a certes pas été facile de résister à la priorité électoraliste commune à la majorité de la direction (PF2) et aux principaux courants d'opposition (PF5): les uns et les autres prétendent que l'absence du NPA à la présidentielle serait « suicidaire », nous considérons qu'il s'agit d'une question tactique. Dès lors, comme nous l'avions craint, les débats des AG ont été polarisés par la question du casting, les arguments pour ou contre la candidature de Philippe ou d'autres, les questions de fond étant réduites à la portion congrue. De plus, nous déplorons le départ du CCR: nous avons assez dénoncé les pressions et intimidations qu'il a subies de la part d'une partie de la direction (et l'insuffisance de la défense de ses droits démocratiques par les courants de la pf5), mais celles-ci ne l'empêchaient pas de participer à la CN. En partant avant même les AG, la direction du CCR a confirmé les soupçons qu'elle cherchait des prétextes pour partir, qu'elle considérait la candidature d'Anasse comme prioritaire pour sa propre auto-construction. C'est d'autant plus regrettable que les courants de gauche avaient enfin l'occasion de gagner la majorité absolue! Alors que la crise du parti est profonde, nous avons besoin d'un congrès, d'autant que le dernier date de 2018. C'était la seule façon de mettre au cœur de nos discussions le projet même du parti que nous voulons. Nous avons malgré tout saisi l'occasion de ces AG pour proposer la défense d'un programme

communiste pour le 21^e siècle, et nous nous réjouissons qu'un certain nombre de camarades des différentes sensibilités soient entrés dans ce débat. Car pour construire un parti révolutionnaire, il ne suffit pas de soutenir les luttes, de dénoncer les politiciens bourgeois, ni même d'être « anticapitaliste »... Entre le néo-réformisme d'un Mélenchon, la répétition en boucle d'un vieux discours ouvriériste et communiste abstrait à la LO et la « radicalité » sans ligne de masse des « black blocs », le NPA ne peut pas attirer les travailleurEs qui résistent, les Gilets jaunes révoltés, les jeunes qui manifestent, les femmes qui combattent le sexisme et le patriarcat, les personnes engagées dans l'antiracisme politique qui font le lien avec l'anticapitalisme... Pour offrir des réponses politiques à la hauteur de ces attentes, nous devons défendre un projet communiste concret et vivant, par la diffusion de nos idées comme par nos propositions dans les luttes. Contre le chômage, les licenciements et les inégalités, nous pouvons nous nourrir des propositions de Friot pour un véritable statut émancipateur pour touTEs, garantissant un revenu et une place dans la division du travail par l'extension de la sécurité sociale comme moyen de satisfaire les besoins fondamentaux (alimentation, logement, presse, culture...). Nous pouvons appuyer la démarche d'un Lordon qui, critiquant l'illusion réformiste de Friot, reprend sa proposition sous la forme de ce que notre tradition trotskiste appellerait une « revendication transitoire »: seule l'action révolutionnaire permettra d'imposer la « garantie économique générale ».

Mais, comme léninistes et trotskistes, nous proposons de mettre au centre la nécessité de la conquête du pouvoir par les travailleurEs auto-organisés, qui seule permettrait d'imposer cette garantie générale, l'interdiction des licenciements, la nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises stratégiques, la planification démocratique, écologique et anti-productiviste de l'économie, la rupture anticapitaliste avec l'UE, l'euro, l'OMC, l'OTAN, la socialisation des tâches de reproduction, pesant surtout sur les femmes, des mesures pour l'unité de notre classe et de notre camp social, contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie, enfin une politique internationaliste d'extension de la révolution et de solidarité anti-impérialiste avec les peuples opprimés... Loin d'être abstraites, ces idées attireraient à nous des milliers de personnes si elles étaient défendues à la fois par nos médias et par notre intervention dans les luttes, par un dialogue constant, articulé avec le combat pour le front unique et contre la politique des directions réformistes. Si ces propositions étaient reprises au moins en partie par une majorité de la CN, avec la décision de faire un véritable programme révolutionnaire en rupture réelle avec l'orientation actuelle du NPA, alors nous nous tiendrions disponibles pour y participer pleinement, y compris par une campagne présidentielle. En revanche, dans le contexte politique global, nous trouverions vaine une campagne du NPA qui, quel que soit le ou la candidatE, se contenterait d'un anticapitalisme abstrait et d'une campagne de témoignage.

Tendance CLAIRE du NPA

Plateforme 5

Pour une candidature ouvrière, anticapitaliste et révolutionnaire

Les dernières AG de préparation de la conférence nationale (CN) du NPA se tiennent à l'heure où nous écrivons, les premiers résultats apparaissent.

Un parti militant et vivant

Plus de 1200 militantEs ont pris part aux débats, quasiment autant qu'au dernier congrès. Ce maintien de nos effectifs après plus d'un an de confinements et au lendemain du départ du CCR est un premier constat heureux. Un résultat qui traduit la déconnexion entre l'activité bien réelle des comités à la base et une direction qui, faute de centraliser cette activité, faute de perspectives politiques, insiste toujours plus sur la « crise » du parti que sur les moyens de la surmonter. Le NPA est bien vivant comme parti militant révolutionnaire. Depuis son congrès de février 2018 il s'est renouvelé, notamment dans le mouvement des Gilets jaunes et la grève contre la réforme des retraites. Il a recruté de nouveaux membres, jeunes et travailleurEs gagnés dans cette situation politique polarisée par la montée de l'extrême droite et de l'autoritarisme étatique au service des patrons d'un côté, le renouveau à l'échelle mondiale de la lutte des classes et des soulèvements populaires de l'autre. Une polarisation que la pandémie a encore aiguisée – et qui nous place devant la responsabilité et la possibilité de ne plus seulement maintenir mais renforcer l'outil révolutionnaire qu'est le NPA. Cela impose de saisir toutes les occasions pour défendre notre programme de lutte anticapitaliste et révolutionnaire, notamment dans les élections, ce que

nous n'avons quasiment pas fait depuis la présidentielle de 2017.

Rompre le front politique avec la gauche

Le fait de ne pas occuper ce terrain a poussé une fraction du parti à des alliances électorales, donc programmatiques, avec la FI. Ces alliances n'ont fait que confirmer le fossé qui nous sépare des appareils de la gauche, même dite « radicale ». Fossé sur le programme (mention spéciale à la demande de subventions au patronat « sous conditions » mise en avant en Occitanie), fossé sur les moyens d'obtenir les mesures avancées (par des élus, d'où des revendications qui se sont limitées aux prérogatives des régions!), fossé aussi sur l'attitude face aux partis du pouvoir (hypothèse d'une fusion au second tour avec le PS en Occitanie). Et tout ça pour quoi? Où est la « dynamique » promise? Les 5% sont à peine dépassés! La FI va servir de force d'appoint de la gauche. Un rôle qui lui sert à préserver ses quelques positions institutionnelles: elle vise donc à une fusion avec le PS et les Verts en Île-de-France au second tour, fusion déjà assumée dès le premier tour ailleurs. Il faut rompre avec cette orientation d'alliance avec la FI qu'ont portée Philippe Poutou et Olivier Besancenot, qui ne permet ni de maintenir le minimum de clarté politique, ni de s'adresser à de larges masses, ni même de discuter avec les militantEs combattifs de cette gauche. C'est ce que propose la PF5, deuxième texte le plus voté à cette CN, à quelques dizaines de voix de la PF2.

Pour une candidature qui assume ses couleurs

Bien que modestes, les scores de LO indiquent le maintien d'un courant d'extrême gauche avec 320000 voix, concentrées dans les quartiers et villes populaires, soit autant qu'aux régionales de 2015 malgré la poussée de l'abstention. À notre initiative, le NPA avait appelé à voter LO. Ces résultats confirment l'existence d'un courant d'extrême gauche qui devrait être capable de se tourner vers les classes populaires qui décidément refusent les scénarios qu'on voudrait leur écrire à l'avance, d'en haut, entre autres le ralliement à des politiciens de la gauche institutionnelle pour échapper à une « droitisation » et polarisation entre RN et En Marche. Les régionales ont été une gifle pour Macron et une déconvenue pour le RN. Arguments supplémentaires en faveur d'une candidature du NPA aux présidentielles, avec un profil radicalement opposé aux calculs de la gauche. Une très large majorité de la CN s'est prononcée pour cette candidature, avec une forte demande de renouvellement générationnel et politique parmi nos candidats potentiels et porte parole. Une motion a été adoptée dans ce sens et des militantEs d'entreprises et/ou jeunes, reconnus dans leurs milieux pour leurs idées émancipatrices et leur investissement dans des luttes, se sont proposés pour nous représenter. Il faut aller au bout de cette démarche, non pas pour un saut vers l'inconnu, mais pour un saut quantitatif et qualitatif dans le renforcement du NPA comme outil pour la construction d'un parti révolutionnaire. **Armelle, Aurélien, Gaël, Marie-Hélène, Zara pour la plateforme 5**

Plateforme 4

En campagne, sans candidatE!

Dans cette conférence nationale, notre plateforme est la seule à défendre la proposition d'une campagne politique sans candidatE, une proposition qui refuse de céder à l'automatisme de la candidature à l'élection présidentielle pour « exister politiquement ». Face à la vague autoritaire et raciste qui marginalise les idées d'émancipation, notre responsabilité est de rechercher la meilleure manière de contribuer à améliorer le rapport de forces en faveur des exploités et des opprimés. Malgré des résistances importantes, ce rapport de forces est très dégradé. Les plus précaires, les femmes, les populations racisées sont les plus durement touchés par les crises écologiques et sanitaires, comme par les politiques néolibérales, ultra-répressives. Au plan politique et idéologique les thèmes et réponses réactionnaires saturent le débat public.

Sur le terrain piégé de la présidentielle, l'enjeu est double.

1) Échapper au piège d'un second tour Macron (ou autre candidat de droite) / Le Pen dont l'issue ne peut être que catastrophique. Soit une victoire de l'extrême droite qu'on ne doit en aucun cas banaliser, soit la poursuite et l'aggravation des politiques néolibérales, du renforcement de l'État autoritaire, de l'offensive raciste et islamophobe, accroissant encore le danger fasciste. L'absence au second tour de toute candidature se réclamant, même de manière déformée, des dominés, ne peut qu'aggraver encore la désorientation et la détérioration des capacités de résistance.

2) Faire avancer la perspective de la construction d'une nouvelle expression politique des exploités et des opprimés.

Le premier tour des régionales/départementales, avec la participation de moins d'unE électeurE sur trois, s'il relativise les scores du Rassemblement national, n'en écarte pas la menace (voter Le Pen pour battre Macron pourrait tenter nombre de ces abstentionnistes). Il ne fait que renforcer la nécessité d'une critique radicale des institutions anti-démocratiques, l'urgence de construire un outil politique anticapitaliste animé de l'exigence d'une démocratie réelle, d'une démocratie par en bas qui est au cœur de nombreux mouvements, à commencer par celui de Gilets jaunes mais pas seulement.

Si rien ne bouge, d'ici l'élection présidentielle de 2022, le pire est à craindre. Alors bouculons le cadre!

L'urgence, c'est la construction d'une expression politique large des exploités et des opprimés autour d'une perspective émancipatrice, égalitaire, écosocialiste. Nous ne pouvons évidemment pas compter sur les responsables de la débâcle de la gauche social-libérale et réformiste pour construire la solution. LFI a montré qu'elle ne pouvait pas être le creuset d'une alternative tant sur le plan idéologique, programmatique qu'organisationnel. Et Le NPA ne sera pas à lui seul la réponse mais il peut y contribuer.

Alors mettons-nous à l'ouvrage sans attendre!

Nous sommes nombreux et nombreuses à refuser de nous résigner à la catastrophe annoncée: engagéEs dans différentes luttes et mouvements sociaux, nouvelles générations d'activistes féministes, antiracistes, pour le climat, militantEs qui veulent un nouveau projet politique anticapitaliste... Regroupés, nous pouvons proposer de bâtir nos propres outils, des cadres collectifs pour réfléchir à nos stratégies et agir par nous-mêmes. Ensemble, nous pouvons dégager nos propres priorités, quelques exigences (réduction et partage du temps de travail; annulation de la dette; allocation jeunes; gratuité; arrêt de tous les projets productivistes inutiles, désarmement de la police; lutte contre le racisme systémique; internationalisme; égalité des droits; constituante...), que nous voulons imposer dans le débat public. Que ces urgences, ou au moins certaines d'entre elles, deviennent des enjeux politiques de la campagne et nous aurons changé l'air du temps. Si elle aboutissait, cette démarche pourrait se traduire par des assises anticapitalistes, un pas en avant dans la construction de l'outil qui nous fait tant défaut.

CertainEs de nos camarades partagent cet objectif mais pensent que la situation n'est pas propice et qu'une candidature du NPA est la seule possibilité.

Notre proposition de campagne loin d'un renoncement, est un choix positif qui repose sur l'hypothèse que, plus et mieux qu'une candidature de plus, quelles que soient ses qualités, l'écho qu'a encore le NPA lui permettrait, s'il s'en donne les moyens, d'être utile, de contribuer à modifier la situation, de travailler dès maintenant à rendre les temps futurs plus propices.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

